

TABLE DES MATIÈRES

Changements climatiques: Rapport Stern.....	3
HM Treasury of Great Britain : Stern Review final report – October 30, 2006.....	3
LE MONDE : 1ère page : Climat : le prix du réchauffement : L'inaction des Etats contre l'effet de serre aurait un coût démesuré, selon les Britanniques – Mercredi 1er novembre 2006.....	3
LE MONDE : Quatre mesures pour sauver la planète – Mercredi 1er novembre 2006.....	4
LE MONDE : Le réchauffement met en péril l'économie mondiale - Un rapport du gouvernement britannique chiffre à 5 500 milliards d'euros les conséquences du changement climatique si rien n'est fait – Mercredi 1er novembre 2006.....	4
LE MONDE : PROFIL NICK STERN : Un économiste ouvert d'esprit de plus en plus écouté – Mercredi 1er novembre 2006.....	5
LE DEVOIR : 1ère page : Climat: l'alerte de Blair rattrape Harper : Ambrose tente de faire diversion en critiquant le plan du Québec - Édition du mardi 31 octobre 2006.....	5
LE DEVOIR : Réduction des gaz à effet de serre - Kyoto était à portée de main, sans effort : La reprise économique dans certains pays, le retrait des États-Unis et l'absence de progrès dans certains États, comme le Canada, compromettent l'atteinte des objectifs - Édition du mardi 31 octobre 2006.....	7
LE DEVOIR : Idées: La fonte des glaces de l'Arctique - Une menace à la sécurité du continent, par Nicolas Moquin, Professionnel de recherche, Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation, École nationale d'administration publique - Édition du mardi 31 octobre 2006.....	8
LA PRESSE : 1ère page : Changements climatiques : Alerte verte – Mardi 31 octobre 2006.....	9
LA PRESSE : ALERTE VERTE : Une grande dépression menace la planète - Le mardi 31 octobre 2006.....	10
LA PRESSE : Des impacts au pays / Ce qu'il faut faire / Ce qui adviendra sinon - Le mardi 31 octobre 2006.....	11
LA PRESSE : Le Canada avant-dernier - Le mardi 31 octobre 2006.....	11
LA PRESSE : Les chefs à l'Assemblée nationale préoccupés - Le mardi 31 octobre 2006.....	12
LA PRESSE : AMBROSE «INQUIÈTE» DES POSITIONS DE QUÉBEC : Ottawa garde le cap malgré le rapport Stern - Le mardi 31 oct 2006.....	12
LE SOLEIL : PROGRAMME CANADIEN POUR RÉDUIRE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE : Rona Ambrose critique le Plan vert du Québec - Le lundi 30 octobre 2006.....	13
JOURNAL DE MONTRÉAL : Réchauffement climatique : Le prix à payer : l'inaction coûtera cher, prévient Stern – Mardi 31 octobre 2006.....	14
JOURNAL DE MONTRÉAL : Au-delà de Kyoto – Mardi 31 octobre 2006.....	14
MÉTRO : 1ère page : Coût des changements climatiques : 7 500 milliards \$: Une catastrophe mondiale appréhendée – Mardi 31 octobre 2006.....	15
MÉTRO : Le plan vert de Québec critiqué – Mardi 31 juillet 2006.....	15
24 HEURES : 1ère page : Réchauffement climatique : Alarme ! – Mardi 31 octobre 2006.....	16
24 HEURES : Le Plan vert du Québec inquiète Ottawa – Mardi 31 octobre 2006.....	16
24 HEURES : Le rapport Stern fait réagir – Mardi 31 octobre 2006.....	17
24 HEURES : Réchauffement climatique : état d'urgence – Mardi 31 octobre 2006.....	17
THE GAZETTE: Global Warming: First page: World economy at risk, report says: PM defends bill. NDP threatens confidence vote - Tuesday, October 31, 2006.....	17
THE GAZETTE: British report on economy, global warming – Tuesday, October 31, 2006.....	18
THE GLOBE AND MAIL: Editorial: The sky-high cost of global warming – Tuesday, October 31, 2006.....	19
THE GLOBE AND MAIL: U.K. calls for bold environmental reforms – Tuesday, October 31, 2006.....	20
THE GLOBE AND MAIL: Greenhouse-gas emissions still rising – Tuesday, October 31, 2006.....	20
THE GLOBE AND MAIL: PM, Layton to negotiate over clean-air legislation : Although election looms, climate change is too vital to wait, NDP Leader says – Tuesday, October 31, 2006.....	20
CYBERPRESSE : Le plan vert de Québec inquiète la ministre Ambrose qui y voit des lacunes - Le lundi 30 oct 2006.....	21
CYBERPRESSE : Le Canada demande une révision complète du Protocole de Kyoto - Le lundi 30 octobre 2006.....	22
RADIO-CANADA / NATIONAL : Changements climatiques : Le Canada veut revoir Kyoto - Mise à jour le lundi 30 octobre 2006 à 23 h 21.....	22
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Changements climatiques : Le rapport Stern a des échos à Ottawa - Mise à jour le lundi 30 octobre 2006 à 23 h 27.....	23
RADIO-CANADA / SCIENCES ET SANTÉ : Changements climatiques : Pour un New Deal écologique - Mise à jour le lundi 30 octobre 2006 à 16 h 07.....	23
THE GLOBE AND MAIL.COM: Blair calls for 'decisive' action on climate change – Monday, October 30.....	24
THE GLOBE AND MAIL: First page: \$7-trillion warning on global warming – Monday, October 30, 2006.....	25
CYBERPRESSE: SELON UNE ÉTUDE : Le réchauffement climatique pourrait coûter 7500 milliards \$ - Le lundi 30 octobre 2006.....	26
Parlons politique au Cégep.....	27
24 HEURES : Les syndicats sensibilisent – Mardi 31 octobre 2006.....	27
LA PRESSE : Les enseignants proposent une brochure politique aux cégépiens - Le lundi 30 octobre 2006.....	27



<u>LE DEVOIR : Une brochure à saveur politique sera distribuée dans les collèges – Les syndicats d’enseignants n’y voient aucune propagande – Édition du lundi 30 octobre 2006.....</u>	<u>28</u>
<u>LE SOLEIL : Une brochure contre la loi 142 – Les profs de cégep lancent une campagne de sensibilisation politique auprès des étudiants – Lundi 30 octobre 2006.....</u>	<u>29</u>
<u>LA TRIBUNE : UNE BROCHURE DISTRIBUÉE PAR LES SYNDICATS : Les cégépiens invités à débattre - Le lundi 30 octobre 2006.....</u>	<u>29</u>
<u>MÉTRO : Les étudiants des cégeps doivent s’affirmer – Lundi 30 octobre 2006.....</u>	<u>29</u>
<u>LCN : Cégeps : Les syndicats lancent une campagne de sensibilisation - Mise à jour: Dimanche 29 octobre 2006, à 20:46.....</u>	<u>29</u>
<u>THE GAZETTE : CEGEP teachers launch political awareness campaign- Will begin distributing brochures critical of the provincial government and Bill 142 – Monday, October 30, 2006.....</u>	<u>30</u>
<u>Manifestation contre la présence canadienne en Afghanistan.....</u>	<u>31</u>
<u>MÉTRO : Manifestation à la flotte – Lundi 30 octobre 2006.....</u>	<u>31</u>
<u>24 HEURES : Pour le retrait des soldats – Lundi 30 octobre 2006.....</u>	<u>31</u>
<u>RADIO-CANADA / NATIONAL : Afghanistan : Manifestations pour le retrait des troupes - Mise à jour le dimanche 29 octobre 2006 à 4 h 56.....</u>	<u>31</u>
<u>LA PRESSE : DANS PLUSIEURS VILLES DU CANADA : Manifs pour le retrait des soldats en Afghanistan - Le dimanche 29 octobre 2006.....</u>	<u>32</u>
<u>THE GLOBE AND MAIL: Canadians protest Afghanistan mission – Sunday, October 29, 2006.....</u>	<u>33</u>
<u>RADIO-CANADA / ONTARIO: Retrait des troupes en Afghanistan : Les Ontariens manifestent - Mise à jour le samedi 28 octobre 2006 à 17 h 00.....</u>	<u>34</u>
<u>RADIO-CANADA / QUÉBEC : Afghanistan : Des manifestations pour ramener les troupes - Mise à jour le samedi 28 octobre 2006 à 13 h 18.....</u>	<u>34</u>
<u>LCN : Manifestations au Canada : «Retirez les soldats d'Afghanistan, M. Harper!» - Mise à jour: Samedi 28 octobre 2006, à 07:53.....</u>	<u>34</u>
<u>Sous financement des cégeps: Rapport Fillion.....</u>	<u>35</u>
<u>LE SOLEIL : Analyse : Cégeps et universités, même combat !, par Pierre Fortin et Pierre Malouin, professeur d’économie et physicien – Lundi 30 octobre 2006.....</u>	<u>35</u>
<u>LE DEVOIR: Sous financement: Les cégeps réclament désormais 305 millions de plus – Une nouvelle étude corrige à la hausse les besoins des cégeps – Édition du jeudi 26 octobre 2006.....</u>	<u>37</u>
<u>LA PRESSE : Le sous financement des cégeps s’élève à 305 millions - Le jeudi 26 octobre 2006.....</u>	<u>37</u>
<u>LE SOLEIL : Les cégeps crient famine : Ils réclament 305 millions \$ par année ... à Ottawa – Jeudi 26 octobre 2006... 38</u>	<u>38</u>
<u>24 HEURES : Couverture : Les cégeps lance un cri d’alarme : trou de 305 M\$ - Dans le réseau des cégeps : une crise financière de 305 millions \$ - Jeudi 26 octobre 2006.....</u>	<u>38</u>
<u>MÉTRO : En bref : Cégeps – Jeudi 26 octobre 2006.....</u>	<u>39</u>
<u>CSN, FNEEQ, FEESP - Financer les cégeps à la hauteur de leurs besoins, plus qu'un besoin, une nécessité !, Mercredi 25 octobre 2006.....</u>	<u>39</u>
<u>FEC-CSQ : L’étude sur le sous-financement des cégeps : Il est urgent de réinvestir ! – Mercredi 25 octobre 2006.....</u>	<u>40</u>
<u>FÉDÉRATION DES CÉGÉPS : Communiqué : Conclusions du Comité de travail sur le financement du réseau collégial public : le sous financement récurrent des cégeps s’élève à 305 millions de dollars (Voir rapport complet) – Mercredi 25 octobre 2006.....</u>	<u>42</u>
<u>Fiscalité québécoise et entreprises.....</u>	<u>45</u>
<u>LE DEVOIR: Libre-opinion: Les entreprises gâtées au Québec: un fait et non un mythe, par Léo-Paul Lauzon, Titulaire, Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal et Gabriel Ste-Marie, Économiste, Chaire d’études socio-économiques de l’Université du Québec à Montréal - Édition du lundi 30 octobre 2006</u>	<u>45</u>

Changements climatiques: Rapport Stern

HM Treasury of Great Britain : Stern Review final report – October 30, 2006

The pre-publication edition of the Stern Review Report on the Economics of Climate Change is available to be downloaded below either on a chapter-by-chapter basis or in parts covering broader themes. The report is available in Adobe Acrobat Portable Document Format (PDF). If you do not have Adobe Acrobat installed on your computer you can download the software free of charge from the [Adobe website](#). For alternative ways to read PDF documents and further information on website accessibility visit the [HM Treasury accessibility page](#).

Hardcopies of the report (ISBN: 0-521-70080-9) will be available from December at a charge of £29.99 + £3.50 postage and packing. Copies can be ordered via fax on +44 (0)1223 315052 or via post from the following address: Science Marketing, Freepost, Cambridge University Press, The Edinburgh Building, Cambridge, CB2 1BR. It can also be ordered from www.cambridge.org/9780521700801.

- [Table of contents](#)
- [Summary of conclusions](#)
- [Preface and acknowledgements](#)
- [Introduction to Review](#)
- [Executive summary \(full\)](#)
- [Executive summary \(short\)](#)
- [Abbreviations and acronyms](#)

[Part I: Climate change: our approach \(Chapters 1-2\)](#)

Introduction

Chapter 1: The science of climate change

Chapter 2: Economics, ethics and climate change

Chapter 2 Technical annex: Ethical frameworks and intertemporal equity

[Part II: Impacts of climate change on growth and development \(Chapters 3-6\)](#)

Introduction

Chapter 3 How climate change will affect people around the world

Chapter 4 Implications of climate change for development

Chapter 5 Costs of climate change in developed countries

Chapter 6 Economic modelling of climate change impacts

RAPPORT

[Part III: The economics of stabilisation \(Chapters 7-13\)](#)

Introduction

Chapter 7 Projecting the growth of greenhouse gas emissions

Chapter 8 The challenge of stabilisation

Chapter 9 Understanding the costs of mitigation

Chapter 10 Macroeconomic models of costs

Chapter 11 Structural change and competitiveness

Chapter 12 Opportunities and wider benefits from climate policies

Chapter 13 Defining a goal for climate change policy

[Part IV: Policy responses for mitigation \(Chapters 14-17\)](#)

Introduction

Chapter 14 Harnessing markets to reduce emissions

Chapter 15 Carbon markets in action

Chapter 16 Accelerating technological innovation

Chapter 17 Beyond carbon markets and technology

[Part V: Policy responses for adaptation \(Chapters 18-20\)](#)

Introduction

Chapter 18 Understanding the economics of adaptation

Chapter 19 Adaptation policies: key principles and applications in the developed world

Chapter 20 The role of adaptation in sustainable development

[Part VI: International collective action \(Chapters 21-27\)](#)

Introduction

Chapter 21 Framework for understanding international collective action for climate change

Chapter 22 Creating a global price for carbon

Chapter 23 Supporting the transition to a low carbon economy in developing countries

Chapter 24 Promoting effective international cooperation on technology

Chapter 25 Reversing emissions from land use change

Chapter 26 International support for adaptation

Chapter 27 Building international co-operation on climate change

[Stern Review Index](#)

[Independent Reviews Index](#)

LE MONDE : 1^{ère} page : Climat : le prix du réchauffement : L'inaction des Etats contre l'effet de serre aurait un coût démesuré, selon les Britanniques – Mercredi 1^{er} novembre 2006

Le chiffre est astronomique : 5 500 milliards d'euros. Mais c'est le prix - une baisse de 5 % à 20 % du produit intérieur brut mondial d'ici à 2050 - que l'humanité devra payer si elle n'engage pas dès maintenant des actions pour lutter contre le réchauffement climatique. C'est le constat inquiétant que le rapport Stern, du nom du chef du service économique du gouvernement britannique et ancien économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, fait dans une longue analyse de plus de 600 pages, rendue publique lundi 30 octobre.

Ce texte constitue un événement. Pas seulement parce qu'il pointe après les scientifiques, qui furent les premiers à les dénoncer, et les organisations de défense de l'environnement les conséquences du réchauffement. Mais parce que c'est un économiste, et non des moindres, qui appelle à engager la lutte. La menace, souligne le rapport, serait comparable aux grandes guerres ou à la crise économique de 1929.

Cette action, sur laquelle le gouvernement de M. Blair s'appuie fortement, fait suite à la campagne très efficace que l'ancien vice-président des Etats-Unis, Al Gore, mène actuellement avec son film *Une vérité qui dérange*. Le

chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, ne s'y est pas trompé qui s'est offert les services de M. Gore pour mieux convaincre les Britanniques et l'humanité tout entière des

sacrifices qu'il faut faire - contrairement aux certitudes de M. Bush - pour tenter de sauver la Terre.

LE MONDE : Quatre mesures pour sauver la planète – Mercredi 1^{er} novembre 2006

ALARMISTE, le rapport Stern n'est pas pour autant défaitiste. Il n'est pas trop tard pour éviter une catastrophe planétaire, affirme-t-il, à condition d'engager sans plus attendre une action vigoureuse. Cette action, insiste-t-il, est exigée de tous les pays, riches ou pauvres : même si les nations développées décident de réduire leurs rejets de gaz à effet de serre de 60 % à 80 % d'ici 2050, les pays en développement devront, eux aussi, contribuer à l'effort général. Il faudra bien sûr les y aider.

Des pays et des régions ont montré la voie, note le rapporteur, en prenant le problème à bras le corps : l'Union européenne, la Californie ou la Chine ont des politiques de réduction des gaz à effet de serre ambitieuses. Mais, ajoute le rapport, il faut maintenant passer à la vitesse supérieure : l'approche isolée ne suffit plus, le changement climatique appelle une intervention internationale, assise sur des objectifs communs à long terme et adossée à des accords-cadres.

Le rapport Stern préconise d'agir autour de quatre idées-forces.

Les permis d'émission. Il s'agit de favoriser la réduction des rejets de gaz à effet de serre en développant les différentes bourses déjà instituées et en créant des passerelles entre elles. Les pays en développement y seraient associés. La fixation d'objectifs ambitieux pour les pays riches pourrait rapporter des dizaines de milliards de dollars par an aux pays en développement, ce qui les aiderait à adopter des

modes de production limitant les émissions de dioxyde de carbone.

La coopération technique. Les investissements à réaliser pour développer des technologies faiblement émettrices de CO2 exigent une concertation et une coordination mondiales. L'effort international de recherche et de développement devrait être multiplié par deux, et celui consacré aux technologies " propres " par cinq.

La lutte contre la déforestation. La disparition des forêts primaires contribue, davantage encore que les transports, à l'augmentation de la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique. Enrayer la déforestation serait donc une mesure d'une grande efficacité et peu coûteuse. Des programmes pilotes internationaux de grande ampleur pourraient être mis en oeuvre sans délai.

L'adaptation. Les pays les plus pauvres sont aussi les plus vulnérables aux conséquences d'un changement climatique de grande ampleur. Les politiques d'aide au développement doivent tenir compte de cette réalité. Les pays riches doivent ainsi, mieux que par le passé, tenir leurs engagements dans ce domaine. La communauté internationale devrait également financer des campagnes d'information régionales sur l'impact du réchauffement. Elle devrait aussi financer des recherches sur de nouvelles variétés de cultures, plus résistantes aux variations climatiques, aux sécheresses ou aux inondations.

LE MONDE : Le réchauffement met en péril l'économie mondiale - Un rapport du gouvernement britannique chiffre à 5 500 milliards d'euros les conséquences du changement climatique si rien n'est fait – Mercredi 1^{er} novembre 2006

LONDRES CORRESPONDANT

Le Royaume-Uni s'affiche désormais comme l'un des champions de la lutte contre les effets du réchauffement climatique. Au service d'une politique qui se veut résolue, le rapport Stern, rendu public le 30 octobre, alerte sur les risques d'une récession économique " d'une ampleur catastrophique " si rien n'était rapidement engagé à l'échelle de la planète contre l'effet de serre.

L'originalité de ce document de plus de 600 pages, commandé en juillet 2005 par le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, au chef du service économique du gouvernement britannique, Sir Nicholas Stern, est d'offrir une évaluation chiffrée - particulièrement inquiétante - de ce que coûterait une absence d'engagement de l'humanité tout entière face à cette menace.

A écouter Sir Nicholas, le produit intérieur brut mondial (PIB), pourrait subir, d'ici à la fin du siècle, une baisse, " très grave ", comprise entre 5 % et 20 %. Le prix à payer pour ce ralentissement s'élèverait à plus de 3 700 milliards de livres (5 500 milliards d'euros).

Les inondations, la fonte des glaciers, la baisse des ressources en eau provoquées par ces changements environnementaux pourraient conduire à " la migration " de dizaines, voire même de centaines, de millions de " réfugiés

climatiques " dans certaines parties du monde, souvent les plus pauvres comme les zones côtières et l'Afrique subsaharienne.

Les dangers pointés par cette expertise ne sont pas neufs, même si le coût annoncé de leurs conséquences est de nature à frapper les esprits. En fait, le but du rapport Stern est de contrecarrer les arguments souvent avancés par les Etats les plus pollueurs de la planète - les Etats-Unis, mais aussi l'Inde et la Chine -, selon lesquels la lutte contre le réchauffement pénaliserait leur essor économique.

Faux. Selon Sir Nicholas, la réduction dès aujourd'hui des émissions de gaz à effet de serre ne pénaliserait pas le PIB de plus de 1 %. Le scénario catastrophe du rapport, " d'une ampleur analogue à ceux qui ont suivi les grandes guerres et la grande dépression de la première moitié du XXe siècle ", s'appuie sur les prévisions officielles britanniques d'une hausse de 4 % à 5 % d'ici à 2050 des températures par rapport aux valeurs actuelles.

Outre ses conclusions macro-économiques, l'autre nouveauté du Stern Report est l'approche volontariste qu'il préconise. " Le réchauffement climatique n'est plus seulement du ressort des spécialistes de la protection de l'environnement et des scientifiques, souligne Beverley Darkin, du centre de recherche londonien Chatham House

sur le problème du réchauffement. Ce rapport met la responsabilité de l'action fermement dans le camp des artisans de la politique étrangère et économique. "

La parole est donc de plus en plus aux politiques et aux économistes conscients de l'énorme enjeu du dossier. Tel semble le cas en Grande-Bretagne où se dégage un consensus politique droite-gauche sur ce sujet.

Dans la foulée de la publication du rapport Stern, le ministre des finances, successeur probable de Tony Blair, a d'ailleurs demandé à ses partenaires européens de diminuer leurs émissions de CO2 de 30 % d'ici à 2020 et de 60 % d'ici à 2050.

Son collègue chargé de l'environnement, David Milleband, a proposé pour sa part une série de " taxes vertes " sur le transport aérien, le transport routier et sur certains équipements ménagers.

En vertu de cette stratégie fiscale, qui pourrait être dévoilée, le 15 novembre, dans le discours du Trône, les contribuables britanniques seront imposés non seulement sur leurs revenus, mais aussi en fonction de leur conduite écologique.

" Nous sommes et continuerons à être à l'avant-garde dans la lutte contre les changements climatiques ", a déclaré la Commission européenne en saluant le rapport Stern.

Le Foreign Office a insisté sur le rôle clef de l'Allemagne, qui assure l'an prochain la présidence conjugulée du G8 des pays les plus industrialisés et de l'Union européenne, pour poursuivre cette mission à l'échelon mondial.

Vue de Londres, la priorité doit être d'oeuvrer à l'accélération des négociations internationales - visant à trouver un successeur au traité global de Kyoto de réduction de l'effet de serre - qui débutent le mois prochain à Nairobi.

Pour inciter les Américains à exercer une pression sur l'administration Bush, qui refuse de ratifier le protocole, Gordon Brown a sorti de sa manche un atout. Il s'est offert les services d'un nouveau et influent conseiller, l'ancien vice-président américain Al Gore, dont le film sur la défense de la planète Terre fait recette et qui est devenu de ce fait l'un des acteurs les plus ardents et les plus convaincants de la nécessité d'une lutte contre le réchauffement et contre l'inaction de l'administration Bush. Les associations de défense de l'environnement ne s'y sont pas trompées qui, comme le WWF, ont salué un " appel au réveil ".

Marc Roche

LE MONDE : PROFIL NICK STERN : Un économiste ouvert d'esprit de plus en plus écouté – Mercredi 1^{er} novembre 2006

IL MONTE, il monte, Nick Stern. Depuis la publication de son rapport, le " microcosme " se montre intrigué par l'ascension de ce Londonien de souche, âgé de 60 ans, docteur d'économie de l'université d'Oxford. Professeur de développement entre 1985 et 1993 à la London School of Economics, il a également été *visiting professor* au Massachusetts Institute of Technology, à l'Ecole polytechnique et à l'Université du peuple de Pékin.

Et tous de s'interroger sur le destin de cet homme au regard direct et timide qui paraît sympathique et réservé. En 1993, ce boulimique de la chose intellectuelle, très mesuré dans sa démarche, devient économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dont le siège est à Londres. Ses analyses sur les difficultés de la transition vers l'économie de marché sont lecture obligatoire pour les hommes d'affaires et banquiers à la conquête des pays de l'ex-bloc communiste. Parallèlement, depuis 1974, Nick Stern s'intéresse à l'Inde, en particulier aux problèmes d'un village, Palanpur, qui illustrent à ses yeux le casse-tête du développement des grandes économies émergentes.

Cette double expérience attire l'attention, en 2000, de James Wolfensohn, le patron de la Banque mondiale en quête d'un nouveau directeur de recherche. Son prédécesseur, l'iconoclaste Joseph Stiglitz, Prix Nobel en 2001, s'était mis le tout-Washington à dos en mettant en cause la politique des institutions financières internationales et le " *capitalisme des copains* ".

Au poste stratégique de no 3 de l'organisation, ce fils de réfugié allemand du nazisme se distingue par son ouverture d'esprit. Sa compréhension - même s'il estime leur théorie " *incohérente* " - des motivations des manifestants antimondialisation lui vaudra les critiques des néoconservateurs de l'administration Bush. En 2003, Gordon Brown désigne ce travailleur de toujours directeur du budget et des finances publiques du Trésor.

Après le retentissement médiatique du Stern Report, on s'interroge sur le destin du bras droit du grand argentier. Déjà le voici qui fait figure de ministrable, via la Chambre des Lords, dans une future équipe Brown. Personne ne doute que la nouvelle coqueluche de la majorité en ait la carrure.

Marc Roche

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Climat: l'alerte de Blair rattrape Harper : Ambrose tente de faire diversion en critiquant le plan du Québec - Édition du mardi 31 octobre 2006

Alec Castonguay

Ottawa -- Les déclarations sans équivoque du premier ministre britannique Tony Blair et la sortie d'un rapport alarmant sur les changements climatiques, hier à Londres, ont rapidement rattrapé le gouvernement Harper, qui a dû se défendre de laisser tomber la communauté internationale dans sa lutte contre le réchauffement de la planète.

Le dévoilement du rapport de l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale Nicholas Stern a créé une onde de choc qui a secoué la colline parlementaire fédérale et provoqué une vague de réactions. Se retrouvant sous les feux croisés des partis d'opposition, la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, a tenté de dévier le tir en critiquant le plan du Québec qui vise à respecter en grande partie le protocole de Kyoto, soutenant que ce plan ne

s'attaque pas assez au smog et met en place seulement des mesures volontaires pour les industries.

Le chef du NPD, Jack Layton, a également fait monter la pression d'un cran hier en réclamant une réunion d'urgence avec Stephen Harper pour discuter d'environnement. Si cette rencontre prévue aujourd'hui tourne mal, le NPD n'écarte pas la possibilité de présenter une motion de censure dès jeudi pour faire tomber le gouvernement, même si cette éventualité n'est «pas le premier choix» des néo-démocrates.

Le gouvernement britannique a en effet annoncé son intention de prendre la tête de la communauté internationale dans la lutte contre les changements climatiques. Le premier ministre Tony Blair a même nommé un conseiller spécial pour l'aider à convaincre les autres pays de s'attaquer plus sérieusement aux gaz à effet de serre : il s'agit d'Al Gore, l'ancien vice-président américain.

«Il n'y a pas de doute que si la science dit vrai, les conséquences pour notre planète vont être littéralement désastreuses», a affirmé Tony Blair, qui a enjoint aux autres pays, notamment aux États-Unis, à la Chine et à l'Inde, de se lancer dans «une action courageuse et déterminée». «Si nous n'agissons pas maintenant, les conséquences vont être irréversibles», a dit Tony Blair. Pour appuyer sa rhétorique, le premier ministre britannique a fait appel à l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Nicholas Stern. Ce dernier a rendu son rapport public hier, après plusieurs mois de travail.

Pendant près de 600 pages, il met en garde les pays riches et émergents des risques économiques énormes qu'ils courent à ne pas s'attaquer sérieusement aux changements climatiques. Selon M. Stern, il faudrait un investissement équivalant à 1 % du produit intérieur brut (PIB) mondial chaque année pour contrer les effets néfastes des gaz à effet de serre, alors qu'à l'inverse, un laisser-aller pourrait coûter, d'ici 10 ou 20 ans, pas moins de 7500 milliards de dollars. Si rien de concret n'est fait, c'est 5 à 20 % du PIB mondial qui pourrait être compromis à moyen et long terme. «La tâche est urgente. Retarder l'action, même d'une décennie ou deux, nous entraînerait sur un territoire dangereux», a averti Nicholas Stern, se disant tout de même «optimiste», car les pays ont «le temps et l'argent pour agir». Le rapport Stern constitue une étape importante pour quantifier les répercussions économiques des changements climatiques. «Nos actions des prochaines décennies pourraient créer une perturbation majeure de l'activité économique et sociale au cours de ce siècle et du prochain, d'une ampleur semblable à celles provoquées par les guerres mondiales», a-t-il soutenu.

Réactions fortes à Ottawa

Ce constat et la prise de position ferme de Londres ont été repris par les partis d'opposition aux Communes, qui en ont profité pour accuser le gouvernement Harper de se croiser les bras avec son approche environnementale qui vise une réduction absolue des gaz à effet de serre seulement entre 2020 et 2025.

«Puisque le premier ministre ne semble pas accorder de crédibilité aux propos des environnementalistes, va-t-il en accorder à ceux du premier ministre Blair et instaurer de réelles mesures qui visent à atteindre les objectifs du protocole de Kyoto?» a lancé le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. Le premier ministre Harper a répliqué que le

rapport Stern soulignait également que le bilan du protocole de Kyoto n'est pas uniforme d'un pays à l'autre et que les résultats ne sont pas réjouissants. «Il est essentiel que nous fassions des progrès, et c'est la raison pour laquelle nous avons introduit, en cette Chambre, la Loi sur la qualité de l'air qui va réduire la pollution et les gaz à effet de serre», a affirmé Stephen Harper.

Le premier ministre a d'ailleurs accepté de rencontrer le chef du NPD, Jack Layton, pour discuter de la question des changements climatiques. En Chambre, Layton a pratiquement envoyé un ultimatum à Stephen Harper. «Est-ce que le premier ministre est prêt à rencontrer le NPD dans les 24 prochaines heures pour construire un plan qui répondra aux défis des changements climatiques et qui sera acceptable pour tous dans cette Chambre?»

Stephen Harper a accepté l'invitation et rencontrera Jack Layton aujourd'hui, selon les porte-parole des deux chefs. L'approche des deux hommes sur les changements climatiques est toutefois à l'opposé, ce qui laisse présager de bien minces résultats. Et que va-t-il se passer si la rencontre ne donne rien? Dans l'entourage de Jack Layton, on affirme que toutes les options sont sur la table, y compris les plus extrêmes. Ainsi, la journée d'opposition de jeudi, qui appartient au NPD, pourrait même devenir une occasion de faire tomber le gouvernement Harper, puisque les néo-démocrates n'écartent pas la possibilité de soumettre une motion de censure sur l'environnement.

«Ce n'est pas idéal, ce n'est pas notre premier choix, mais on n'écarte pas cette possibilité. S'il le faut, on est prêts à retourner en élections sur cette question-là», a soutenu au Devoir Karl Bélanger, le directeur adjoint des communications du NPD. Cette motion, si elle devait voir le jour, serait bien difficile à écarter pour les autres partis d'opposition qui critiquent sévèrement le gouvernement sur son approche environnementale. C'est la première fois depuis l'élection de janvier dernier que la possibilité d'un vote de censure est évoquée. «On va voir s'il est sérieux en considérant la possibilité d'un vrai changement de direction», a soutenu Jack Layton.

Ambrose critique le plan du Québec

Visiblement dans l'embarras, le gouvernement Harper a semblé vouloir détourner l'attention en attaquant le gouvernement Charest et son plan de lutte contre les changements climatiques dévoilé en juin dernier. Ce plan, unanimement salué dans la province, prévoit l'injection de 200 millions par année pour lutter contre le réchauffement de la planète. La ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, a soutenu que le Québec avait un «bon plan», mais que le gouvernement fédéral ne pouvait «pas soutenir une telle initiative». Rappelons que Québec réclame 328 millions de dollars d'Ottawa pour financer l'autre partie de son plan, une somme refusée par les conservateurs, qui préfèrent mettre en avant leur propre approche.

Le plan du Québec ne serait pas assez sévère envers les industries, puisqu'il prévoit des ententes volontaires, a dit la ministre. «Notre gouvernement a été clair, nous n'allons pas dans cette direction», a affirmé Rona Ambrose. Le plan vert des conservateurs prévoit des mesures obligatoires de réduction des GES pour les entreprises à partir de 2020, alors que la période 2010-15 sera consacrée à une réduction de l'intensité des émissions de GES, une approche moins contraignante.

La ministre a aussi soutenu que le plan du gouvernement Charest n'en faisait pas assez dans sa lutte contre le smog. «Je l'ai dit plusieurs fois, ça ne va pas assez loin pour réduire la pollution de l'air», a ajouté la ministre à sa sortie de la période de questions. La semaine dernière, le gouvernement conservateur soutenait plutôt que l'enveloppe de 328 millions ne pouvait être versée à Québec en raison de la mésentente entre le précédent gouvernement libéral et le gouvernement Charest. C'est la première fois que la ministre Ambrose évoque une divergence d'opinion pour justifier le refus d'Ottawa.

Des déclarations qualifiées d'«assez incroyables» par Gilles Duceppe, qui soutient qu'en imposant sa volonté Ottawa prouve encore une fois qu'il ne respecte pas les champs de compétences des provinces. Selon lui, toute l'approche des conservateurs sur l'environnement montre «qu'ils ne prennent pas les changements climatiques au sérieux». Le critique libéral en matière d'environnement, John Godfrey, a quant à lui souligné la différence «évidente» de leadership entre Tony Blair et Stephen Harper.

Avec l'Associated Press

LE DEVOIR : Réduction des gaz à effet de serre - Kyoto était à portée de main, sans effort : La reprise économique dans certains pays, le retrait des États-Unis et l'absence de progrès dans certains États, comme le Canada, compromettent l'atteinte des objectifs - Édition du mardi 31 octobre 2006

Louis-Gilles Francoeur

Le retrait des États-Unis du protocole de Kyoto, la reprise économique dans les pays de l'Est et l'absence de véritable progrès chez les nouveaux «hors-la-loi» de l'environnement, comme le Canada, font en sorte que l'atteinte des objectifs du pacte international devient chaque jour plus problématique, alors que le succès était à portée de main.

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont à la hausse dans les pays industrialisés, ce qui pourrait faire rater de peu les objectifs de Kyoto que la communauté internationale semblait pouvoir atteindre jusqu'ici sans avoir fait de grands efforts.

C'est ce qui ressort du bilan 1990-2004 publié hier par le Secrétariat de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en pleine tempête médiatique internationale déclenchée par le rapport de Sir Nicholas Stern, en Grande-Bretagne, dont Le Devoir faisait état hier.

Dans ce bilan, le Canada apparaît au quatrième rang des pays les plus éloignés de leurs engagements parce qu'il dépassait en 2004 de 26,5 % ses émissions de 1990, les ayant fait passer de 598,9 millions de tonnes de GES à 758,1 Mt (ou mégatonnes).

Pour Matthew Bramley, de l'Institut Pembina d'Ottawa, «le Canada est devenu un pays hors la loi dans le dossier des changements climatiques, car le gouvernement Harper ne veut même pas essayer de se conformer à ses engagements». Il souhaite que le Canada soit bientôt lié par les lois internes du pays avec l'adoption éventuelle du projet de loi présenté par le député Pablo Rodriguez visant à forcer l'atteinte des objectifs de Kyoto.

Selon le bilan onusien divulgué hier, les émissions des pays industrialisés signataires de l'Annexe I du traité de Rio sur les changements climatiques se situaient en 2004 à 3,3 % sous la barre des émissions de 1990. Celles de l'Annexe B du protocole de Kyoto, soit en gros les pays de l'Annexe 1 de Rio moins les États-Unis et l'Australie, se situaient à 15,3 % sous la barre de l'année de référence 1990. À Kyoto, en 1997, 35 pays ont convenu de ramener leurs émissions moyennes pour la période 2008-2012 à 5,5 % sous la barre de 1990.

Mais la performance apparente des pays industrialisés n'est pas le résultat de leurs efforts sur le plan interne : on doit plutôt l'attribuer au fait qu'entre 1990 et 2004,

l'effondrement économique des pays de l'Est soviétique, fort industrialisés à l'époque, a retranché 36,8 % au bilan de leurs émissions. Cette énorme réduction des émissions de GES dans l'ancien Bloc soviétique a fort bien masqué la hausse globale des émissions de GES de 11 % qui est survenue dans les autres pays membres de la communauté de Kyoto entre 1990 et 2004, au point de la transformer en une réduction globale de 3,3 %, soit fort près de l'objectif de - 5,5 %.

Les 35 pays industrialisés qui se sont engagés en 1997 à réduire leurs émissions avaient convenu d'un objectif global de réduction de 5,5 % alors que le groupe comptait sur d'éventuelles réductions par les États-Unis et l'Australie, lesquels ont quitté le club de Kyoto depuis. À eux seuls, les États-Unis émettent 40 % des émissions de GES des pays industrialisés.

Reprise à l'Est

Mais pour l'ONU, les signes d'encouragement se font de plus en plus rares. En effet, les «pays en transition» économique de l'ancien Bloc soviétique, à qui l'on doit l'essentiel de la réduction globale des pays industrialisés, accusent depuis l'an 2000 une augmentation de leurs émissions de GES de 4,1 %. Cette «tendance», selon le Secrétariat sur les changements climatiques, «signifie que les pays industrialisés vont devoir intensifier leurs efforts pour mettre en place et faire fonctionner des politiques musclées pour réduire véritablement leurs émissions», estimait hier le directeur de cet organisme, Yvo de Boer. Et cela est d'autant plus vrai que les États-Unis ne sont plus là pour partager leur part du fardeau international.

Cette tendance à la hausse se confirme aussi par le fait que le nombre de pays du club de Kyoto à avoir réduit leurs émissions a diminué depuis l'an 2000. Ainsi, entre 1990 et 2000, la moitié des pays de l'Annexe I de Rio, soit 23 sur 41, ont réduit leurs émissions. Or ce nombre a été réduit à 7 entre 2000 et 2004.

Des chiffres

Les variations sont énormes d'un pays à l'autre. Alors que la Lituanie réduisait ses émissions de 60,4 % par rapport à 1990, la Turquie décrochait le championnat des augmentations toutes catégories des 35 membres du club de Kyoto avec une augmentation de 72,6 %, suivie de l'Espagne avec une augmentation de 49 % et du Portugal, de 41 %. C'est alors que le Canada et la Grèce se

retrouvent au quatrième rang, à égalité, avec des augmentations de 26,6 % de leurs émissions pour la même période.

Mais il n'y a pas que de petits pays comme la Lituanie qui ont réussi des réductions majeures de leurs émissions ou d'anciens pays du Bloc soviétique comme la Russie (-32 %), la Hongrie (-31,8 %), la Pologne (-31,2 %) et la République tchèque (- 25 %). L'Allemagne et la Grande-Bretagne, deux pays fortement industrialisés, ont réduit leurs émissions respectives depuis 1990 de 17 % et de 14,3 %. L'Islande, la Suède et le Danemark, qui doivent comme le Canada une facture d'énergie élevée en raison de leurs hivers rigoureux, ont néanmoins réussi à ramener leurs émissions respectivement à - 5 %, - 3,5 % et - 1,1 %, une performance nettement supérieure à celle du Canada et son dépassement de 26,6 %.

Les États-Unis, responsables de 25 % des émissions d'origine humaine chaque année et de 40 % de celles des pays industrialisés, ont pour leur part augmenté leurs émissions de 15,8 % par rapport à 1990.

Les secteurs où les réductions les plus substantielles ont été notées dans les pays industrialisés, y compris les ex-pays de l'Est soviétique, sont l'agriculture (-20 %) et les procédés industriels (-13,1 %). La plus petite baisse notée se situe du côté de la production d'énergie, soit -0,4 %, en raison des hausses importantes notées dans ce secteur du côté des transports (+23,9 %) depuis 1990.

Par contre les émissions par habitant sont passées 15,8 à 14,2 Mt, une baisse de 9,4 %, en grande partie attribuable aux anciens pays de l'Est. L'intensité des émissions a aussi été réduite globalement de 28 %, passant de 0,84 g de CO₂ à 0,60 g par dollar de PIB.

LE DEVOIR: Idées: La fonte des glaces de l'Arctique - Une menace à la sécurité du continent, par Nicolas Moquin, Professionnel de recherche, Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation, École nationale d'administration publique - Édition du mardi 31 octobre 2006

La fonte des glaces de l'Arctique représente une menace pour les artères maritimes de cette région. C'est connu, le réchauffement climatique dans la région du Grand Nord constitue un défi majeur pour le Canada du point de vue stratégique. Il soulève aussi des questions majeures quant à la sécurité du continent nord-américain et de tous les pays de l'hémisphère Nord contre d'éventuelles attaques terroristes et des activités criminelles transnationales.

La sécurité de l'Arctique s'inscrit plus que jamais dans le combat contre le terrorisme maritime international et la criminalité transnationale. Non seulement le Canada doit-il contrôler exclusivement ces eaux, mais les organisations multilatérales de la région doivent se prémunir contre ces dangers asymétriques. Des mesures de protection s'imposent avant que la menace ne devienne imminente.

Une cible

Trois événements récents permettent de croire que la région de l'Arctique canadien représente une cible de choix pour de tels attentats. C'est notamment le cas des attentats suicide d'Ibrahim al-Thawr et d'Abdullah al-Misawa, deux membres du réseau terroriste al-Qaïda, contre le USS Cole, ancré au large du Yémen, en octobre 2000. Viennent ensuite les attaques contre le pétrolier français Limburg en octobre 2002, dont les responsables sont aussi de présumés membres d'al-Qaïda. Enfin, nous ne pouvons faire fi de la tentative déjouée de cette même organisation terroriste, en juin 2002, contre des navires occidentaux qui traversaient le détroit de Gibraltar.

Pour s'intégrer à l'économie mondiale, les États ont, au cours des dernières décennies, considérablement ouvert leurs frontières maritimes, ce qui a eu pour conséquence d'augmenter la circulation de navires dans le passage du Nord-Ouest canadien. Cette poussée économique rendrait ce secteur vulnérable aux groupes terroristes et aux réseaux criminels transnationaux.

Des groupes criminels ou terroristes du secteur maritime pourraient profiter de la fonte des glaces pour naviguer sur les routes de l'océan Arctique, dont le passage du Nord-Ouest. Fort à propos, l'amincissement de la calotte glacière

dans le Grand Nord a prolongé la saison de navigation, qui est d'ores et déjà passée de deux mois et demi à cinq mois; d'où une augmentation de la circulation dans les eaux territoriales canadiennes.

Le transport maritime fait appel à une main-d'oeuvre dont les origines sont multiples. Certains individus ont pu échapper à des mesures d'identification et de sécurité. Faut-il rappeler que des propriétaires de navires sont aussi en mesure de falsifier leur identité. De plus, il est souvent difficile de connaître la provenance des marchandises et leur description. Nous devons porter plus d'attention aux nombreuses organisations criminelles transnationales qui financent des déploiements maritimes.

Cela dit, le Canada aurait de la difficulté à savoir qui circule par le passage du Nord-Ouest, une voie maritime qui englobe la partie nord du territoire canadien.

La région de l'Arctique canadien renferme une importante quantité de ressources naturelles. Le plomb, le zinc, l'or et les diamants feraient l'objet de convoitises. Un important réseau criminel transnational sévit actuellement dans l'industrie du diamant; il existe aussi un sérieux trafic illicite d'or. Alors que de nouvelles mines s'ouvrent dans la région en raison de la fonte des glaces, des navires étrangers pourraient étudier la possibilité éventuelle d'exporter illégalement des minerais.

Les piliers de l'industrie énergétique, dont le gaz naturel, le pétrole et l'uranium, se trouvent dans cette région. Ces ressources intéressent aussi bien des pays dont la consommation énergétique ne cesse de croître que des organisations économiques criminelles mondiales. Ces dernières pourraient étirer leurs tentacules jusque dans le bassin de l'Arctique. Elles exerceraient même des pressions politiques et commerciales pour accaparer les produits pétroliers qui gisent dans le Grand Nord. La hausse des prix de l'énergie permettrait aux pays et aux groupes criminels, qui disposent des navires, de s'approprier ainsi des ressources de l'Arctique.

Ne sous-estimons pas la menace d'attentats contre les intérêts économiques de la région. Des groupes terroristes

appartenant à l'organisation al-Qaïda menacent, depuis peu, de s'en prendre aux infrastructures énergétiques (gaz naturel, pétrole et réseaux de pipeline) de l'Amérique du Nord, notamment en raison de l'enlisement du conflit en Irak et de la présence des forces armées américaines dans ce pays.

Des navires marchands, de toutes origines confondues, tenteraient de naviguer dans une région qui présente de nombreux obstacles à la navigation si le passage du Nord-Ouest devrait être reconnu comme détroit international. Une circulation maritime menacerait la qualité aquatique. Ces navires, souvent inaptes à circuler dans les eaux de l'Arctique canadien, causeraient des torts à la faune et à la flore de cette région, en cas de naufrage ou d'accident.

Initiatives

Certaines instances multilatérales agissant dans la région devraient porter autant d'intérêt à la sécurité territoriale qu'à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.

Le Conseil de l'Arctique devrait mettre sur pied un groupe de travail voué à la défense, à la protection et à la sécurité de cette région. Créée en 1996, cette instance intergouvernementale a pour mandat de veiller aux sujets

reliés à l'environnement, au développement durable ainsi qu'aux préoccupations économiques et sociales. Ses membres, dont le Canada, le Danemark (comprenant le Groenland et les îles Féroé), les États-Unis, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie et la Suède, n'ont actuellement aucun plan pour contrer ces dangers asymétriques dans l'Archipel de l'Arctique.

La Conférence circumpolaire inuite, une organisation internationale représentant environ 130 000 Inuits qui vivent dans les régions arctiques et subarctiques du Canada, de l'Alaska, du Groenland et de la Russie (Chukota), aurait intérêt à se pencher rapidement sur les futurs dangers qui menacent l'Arctique.

Le Canada, pour sa part, doit obligatoirement consolider sa présence dans le Grand Nord. Le recrutement, à temps plein, de rangers dotés d'une formation efficace, garantirait une présence du Canada dans cette région. Ainsi, il pourra mieux plaider sa cause devant la Cour internationale de justice, qui pourrait un jour statuer que le passage du Nord-Ouest est un détroit international en raison, par exemple, de la faible participation du Canada au développement de cette région.

LA PRESSE : 1^{ère} page : Changements climatiques : Alerte verte – Mardi 31 octobre 2006



Des événements comme l'ouragan Katrina se répéteront de plus en plus souvent. Le phénomène pourrait mettre en péril l'économie mondiale.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ALERTE VERTE

Un rapport prévoit des conséquences apocalyptiques pour l'économie mondiale au cours de ce siècle.

CE QU'IL FAUT ENVISAGER DÈS AUJOURD'HUI

- › Investissement de **1 %** du PIB de chaque pays dans la lutte environnementale
- › Réduction de **25 %** des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050
- › Taxe sur les émissions polluantes

CE QU'IL ADVIENDRA D'ICI 2100

- › Pertes de **7000 milliards**
- › Effondrement aux allures de la Grande Dépression
- › Augmentation de plus de **5 degrés** de la température d'ici 2100

KYOTO › LE CANADA DEUXIÈME POLLUEUR. NOTRE DOSSIER À LIRE D'ÉTÉ

François Cardinal

Les changements climatiques ont beau être à nos portes, il est encore temps d'agir, révèle la plus importante étude économique des changements climatiques publiée à ce jour. «Optimiste», cette analyse n'en constitue pas moins un véritable cri d'alarme.

Si la communauté internationale refuse de se mobiliser, les changements climatiques auront un effet aussi dévastateur sur l'économie mondiale que la Grande Dépression des années 30.

La facture pourrait dépasser les 7000 milliards de dollars.

Pour contrer cette menace, les pays du monde ne doivent pas hésiter à investir les sommes nécessaires, c'est-à-dire environ 1% de leur PIB chaque année. Cela impliquerait des coûts annuels de quelque 14 milliards de dollars pour le Canada.

Voilà la principale conclusion d'un volumineux rapport rédigé par l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Nicholas Stern. Commandée par le gouvernement britannique, cette étude dévoilée hier exhorte la communauté internationale à agir «de toute urgence» pendant qu'il en est encore temps

«Les conclusions du rapport sont optimistes, a déclaré l'auteur, hier à Londres. Il est encore temps d'éviter les pires impacts des changements climatiques, si nous agissons maintenant et de concert. Mais la tâche est urgente. Attendre avant d'agir, même pour une décennie ou deux, nous poussera en terrain dangereux.»

Aujourd'hui chef du service économique britannique, Sir Stern invite la communauté internationale à se rallier le plus rapidement possible derrière un traité qui inclurait les grands pollueurs comme la Chine, l'Inde et les États-Unis.

Il invite également l'ensemble des pays à investir une portion de leur PIB chaque année pour lutter contre le réchauffement de la planète. «Il s'agit d'un défi majeur, mais une action soutenue à long terme peut permettre de le relever à un coût très bas en comparaison avec le coût de l'inaction», écrit-il dans son rapport de 700 pages.

M. Stern évalue que la facture d'un laisser-aller pourrait atteindre entre 5 et 20% du PIB mondial. En d'autres termes, le coût de l'inaction pourrait coûter de cinq à 20 fois plus cher que celui de l'action, chiffré à environ 1% du PIB.

Pour en arriver à un tel résultat, les experts dirigés par Sir Stern ont évalué financièrement les différents impacts potentiels du réchauffement: fonte des glaciers et montée des niveaux de la mer, multiplication des inondations et déplacement de population, prolifération des sécheresses et impact sur l'agriculture, etc.

«Les pays n'ont pas à choisir entre la lutte contre les changements climatiques et la promotion de la croissance et du développement», ajoute-t-il, démontant du coup la principale justification du laxisme du gouvernement Harper et de l'administration Bush.

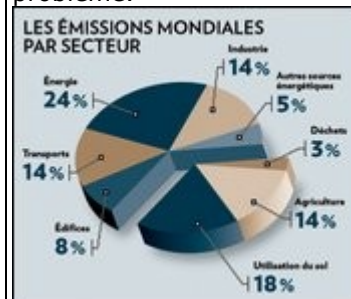
Le Canada

Certains passages du *Stern Review on the Economics of Climate Change* concernent plus directement le Canada.

L'économiste reconnaît ainsi que le pays pourrait profiter à court terme du réchauffement de la planète: diminution de la demande énergétique, baisse de la mortalité liée au froid, hausse du tourisme, etc.

«Dans les régions plus au nord comme le Canada, la Russie et la Scandinavie, les changements climatiques peuvent entraîner des bénéfices. Mais le réchauffement sera aussi plus rapide dans ces régions, ce qui aura de sérieux impacts sur la biodiversité», note-t-il.

Il précise néanmoins que les principales victimes des changements climatiques seront les pays du Sud... même s'ils ne sont que minimalement responsables de la situation. Il exhorte ainsi le Canada et les autres pays industrialisés à ne pas se faire chiches quant à leur responsabilité dans ce problème.



Conférence ONU

Pour les écologistes, ce rapport attendu de longue date arrive à point nommé. Il précède en effet de quelques jours l'ouverture de la prochaine conférence de l'ONU sur les changements climatiques qui se tiendra à Nairobi, au Kenya, du 6 au 17 novembre. L'avenir du protocole de Kyoto sera au coeur des débats.

Il suit aussi de près le dévoilement du plan vert du gouvernement Harper qui a récemment choisi de mettre en sourdine la lutte contre les changements climatiques au profit de la lutte contre le smog. Très critiquée, cette approche ne répond aucunement aux exigences du Stern Review, selon les écolos.

«Le gouvernement Harper prétend que ce sont les écologistes qui ont inventé le problème des changements climatiques. Le rapport Stern, en faisant une recension des plus récentes études scientifiques sur la question, prouve le contraire», a noté Steven Guilbault, directeur québécois de Greenpeace.

Pour Matthew Bramley, de l'Institut Pembina, l'étude a le mérite de montrer un autre visage du problème. On y apprend en effet que les changements climatiques sont un des plus grands défis économiques auxquels fait face la communauté internationale.

«Même si une personne n'est en rien émue par les pertes environnementales, elle peut vouloir agir pour des raisons économiques, fait-il remarquer. C'est ce que devrait retenir le premier ministre Stephen Harper, économiste de formation.»

LA PRESSE : Des impacts au pays / Ce qu'il faut faire / Ce qui adviendra sinon - Le mardi 31 octobre 2006

Les impacts économiques des changements climatiques au Canada, selon le Stern Review:

- Le dégel du pergélisol risque d'augmenter les coûts de protection des infrastructures et des installations pétrolières et gazières.
- Les hivers plus courts et la diminution de la couverture des glaces de mer devraient prolonger la période de navigation au cours de l'été arctique et permettre un meilleur accès aux ressources minérales, pétrolières et gazières.
- Des étés plus chauds et une banquise moins étendue rendront toutefois la vie plus difficile aux ours polaires, aux phoques et aux autres mammifères arctiques.

- Un climat plus chaud est susceptible d'augmenter la productivité agricole. Mais un couvert neigeux plus mince risque de rendre les cultures de blé d'hiver plus vulnérables

Ce qu'il faut faire :

- Que chaque pays investisse au moins 1% de son PIB dans cette lutte
- Élaboration d'un traité international qui comprend la Chine et l'Inde
- Taxer les sources de carbone comme le pétrole.

Ce qui adviendra sinon :

- Effondrement de l'économie mondiale
- Réduction allant jusqu'à 20% du PIB mondial;
- Augmentation de plus de 5 degrés Celsius de la température.

LA PRESSE : Le Canada avant-dernier - Le mardi 31 octobre 2006

KYOTO: LE CANADA MAUVAIS ÉLÈVE

Rang	Pays signataires	Hausse des émissions de GES de 1990 à 2004 (%)	Objectif du protocole de Kyoto (%)	Différence entre l'objectif et la hausse réelle (%)
1	Espagne	49	15	34
2	Canada	26.6	-6	32.6
3	Autriche	15.7	-13	28.7
4	Luxembourg	0.3	-28	28.3
6	Nouvelle-Zélande	21.3	0	21.3
8	Italie	12.1	-6.5	18.6
9	Finlande	14.5	0	14.5
10	Portugal	41	27	14
11	Japon	6.5	-6	12.5
12	Irlande	23.1	13	10.1
13	Norvège	10.3	1	9.3
14	Belgique	1.4	-7.5	8.9
15	Suisse	0.4	-8	8.4
16	Pays-Bas	2.4	-6	8.4
20	Allemagne	-17.2	-21	3.8
22	France	-0.8	0	-0.8
23	Royaume-Uni	-14.3	-12.5	-1.8
24	Suède	-3.5	4	-7.5
28	Pologne	-31.2	-6	-25.2
30	Russie	-32	0	-32

Source: ONU

François Cardinal

Le Canada est le signataire du protocole de Kyoto qui affiche le pire bilan au monde, après l'Espagne. Depuis 15 ans, ses émissions ont littéralement explosé, révèle l'ONU à la veille de la conférence sur les changements climatiques.

Le pays a en effet augmenté de 26,6% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) depuis 1990 alors qu'il s'est engagé à les réduire de 6%. En d'autres mots, le Canada devra

réduire ses émissions de 32,6% s'il compte honorer sa promesse.

Une compilation effectuée par *La Presse* à partir des chiffres dévoilés hier, à Bonn, par le secrétariat des Nations unies sur les changements climatiques montre que le Canada est le pays qui s'est le plus éloigné de sa cible, tout juste après l'Espagne (34%).

Ce constat est important car jamais auparavant n'avait-on pu avoir accès aux données de l'ensemble des 41 pays

industrialisés ayant signé l'accord de Kyoto. Tous les rapports présentés ces dernières années par l'agence onusienne étaient incomplets.

Plus encore, ces chiffres suivent de près le dévoilement du plan d'action fédéral en matière environnementale. Ottawa, qui n'espère même plus honorer le protocole, a choisi de privilégier la lutte contre le smog plutôt que celle contre les émissions de GES.

Quand on se compare...

Cela dit, on peut noter dans les chiffres de l'ONU que le Canada et l'Espagne ne sont pas les seuls à avoir vu leurs émissions grimper pendant la période 1990-2004. Les émissions de l'ensemble des pays industrialisés ont crû de 11% en 14 ans, si l'on excepte les pays d'Europe centrale et orientale.

Ces derniers sont en effet à exclure, car les transitions économiques qu'ils ont connues ont fait chuter de manière radicale leurs émissions. L'Ukraine, la Lettonie et la Lituanie, par exemple, ont chacun réduit leurs émissions de quelque 55%.

Fait inquiétant, les émissions de ces mêmes pays ont recommencé à croître depuis quelques années en raison d'une certaine vitalité économique. «Ce qui est préoccupant, c'est que les pays en transition sur le plan économique, qui étaient responsables jusqu'à présent de la réduction globale enregistrée dans les pays développés, ont connu un accroissement de leurs gaz à effet de serre de 4,1% entre 2000 et 2004», a d'ailleurs affirmé hier Yvo de Boer, responsable du secrétariat.

Un échec, le protocole de Kyoto? Non, répond le premier responsable de la question des changements climatiques au sein des Nations unies. Il estime que les signataires ont encore la marge de manoeuvre nécessaire pour atteindre leur cible pour la première période de Kyoto (2008-2012).

«Après son entrée en vigueur en 2005, le protocole de Kyoto est maintenant en mesure d'aider les pays industrialisés à choisir et mettre en oeuvre des options de politique, notamment les mécanismes du protocole», a ajouté M. de Boer.

On fait ici référence à ces programmes qui ouvrent la porte à des investissements verts dans le Sud : en abaissant les émissions dans les pays en développement, les pays pollueurs touchent des droits de polluer.

M. de Boer n'est pas seul à être optimiste. La Fondation Suzuki croit en effet aussi que les signataires ont le temps nécessaire pour atteindre leurs cibles. Selon une évaluation faite l'an dernier par Dale Marshall, analyste à la Fondation, il n'y a que quatre pays qui auront beaucoup de difficulté à atteindre leur cible.

«Le Japon, la Suisse, la Norvège et évidemment le Canada sont loin, précise-t-il. Mais les autres ont tous des chances d'honorer leurs engagements.»

Le dévoilement des chiffres du secrétariat met en quelque sorte la table pour la prochaine Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui s'ouvrira lundi prochain au Kenya.

Les signataires poursuivront alors leurs discussions, entamées à Montréal, sur la deuxième phase de Kyoto (post-2012).

LA PRESSE : Les chefs à l'Assemblée nationale préoccupés - Le mardi 31 octobre 2006

[Denis Lessard](#), Québec

Pour Jean Charest, «le réchauffement de la planète menace des écosystèmes dont dépend la survie de l'humanité. Plus que jamais la situation est urgente.»

«Les changements climatiques affectent le Québec, en particulier dans les régions nordiques. Il y a manifestement un problème quand les maisons commencent à bouger parce que le permafrost se met à fondre.»

Il n'y a pas que le Nord qui soit touché. «Les études démontrent que des régions comme Mont-réal ont connu une augmentation de température moyenne de 1,2 °C dans les 40 dernières années.»

«Le réchauffement de la planète doit être vu sous l'angle de la sécurité civile. Les catastrophes connues partout sur le globe confirment cette réalité et démontrent qu'aucune région ne sera à l'abri dans les prochaines années.»

Pour le chef péquiste, André Boisclair, «la réalité des changements climatiques va bouleverser notre siècle. Pour s'adapter, il faudra courage et vision. Les vrais leaders de demain sont ceux qui auront, avant les autres, l'audace de voir loin.»

Mario Dumont, chef de l'ADQ, constate pour sa part que «les signaux économiques et scientifiques convergent. Dans le Grand Nord comme à Wall Street, on se rend compte que le réchauffement de la planète est un défi pour l'ensemble de l'humanité, un problème qui va exiger l'action de tous, partout!»

Pour lui, les pays industrialisés, dépendants du pétrole, sont, au premier chef, interpellés. «Il faut favoriser des changements de comportements. Mais on oublie trop souvent d'appuyer en même temps la recherche scientifique pour apporter des solutions», constate M. Dumont.

LA PRESSE : AMBROSE «INQUIÈTE» DES POSITIONS DE QUÉBEC : Ottawa garde le cap malgré le rapport Stern - Le mardi 31 oct 2006

[Hugo de Grandpré](#), Ottawa

Le ton monte entre Québec et Ottawa au sujet de la lutte contre les changements climatiques. Hier, la ministre de l'Environnement du Canada s'est dite «inquiète» de l'approche de la province en la matière.

Rona Ambrose dénonce le gouvernement Charest, qui, à son avis, ne souhaite pas imposer de mesures coercitives pour forcer les entreprises québécoises à réduire leurs émissions

de gaz à effet de serre. L'administration Harper favorise l'approche réglementaire, dit-elle.

La ministre a fait cette déclaration à la Chambre des communes alors qu'elle faisait face à un barrage de questions sur les positions de son gouvernement. Un rapport britannique rendu public hier indique que des mesures encore plus efficaces que celles de Kyoto doivent être mises en place, à défaut de quoi le monde court vers une catastrophe financière digne de la Grande Dépression.

Ces nouvelles données, largement diffusées dans les médias du monde entier, ne changent rien à l'approche du gouvernement Harper. On garde le cap fixé par le controversé projet de loi sur la qualité de l'air présenté il y a quelques semaines.

À la mi-octobre, Ottawa a annoncé qu'il ne verserait pas les 328 millions qui avaient été promis à Québec pour mettre en place son plan d'implantation du protocole. Interrogée une nouvelle fois sur la raison de ce refus, Mme Ambrose a déclaré que l'absence de mesures coercitives dans le plan québécois préoccupait les conservateurs.

«Notre gouvernement a été très clair : nous voulons nous distancier des ententes volontaires à travers le pays afin de privilégier l'approche réglementaire. Cela vaut pour tous les secteurs industriels à travers le pays, incluant ceux du Québec. » Selon Mme Ambrose, le plan souffre aussi de l'absence de mesures pour contrer la pollution de l'air.

C'est là un tout nouveau discours que tient la ministre Ambrose. Lawrence Cannon, qui en avait fait l'annonce il y a deux semaines, avait évoqué le besoin de «tourner la page» sur le protocole de Kyoto, dont les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre étaient «totalement impossibles» à atteindre. La semaine dernière, le message tournait plutôt autour de l'incompétence des libéraux, incapables d'en arriver à une entente avec Québec lorsqu'ils étaient au pouvoir.

La guerre semble bel et bien déclarée entre les deux ordres de gouvernement. Hier, des sources conservatrices ont indiqué qu'Ottawa cherche à faire taire le gouvernement

Charest, qui critique de plus en plus son homologue fédéral en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Les conservateurs sont bien déterminés à ne pas fléchir : leur projet de loi sur la qualité de l'air est la réponse appropriée pour faire face à la situation, ont répété le premier ministre Stephen Harper et Mme Ambrose.

«Le rapport souligne entre autres la nécessité de réviser le protocole à la prochaine conférence qui se tiendra à Nairobi. C'est une position que nous appuyons depuis longtemps. C'est aussi une position que tous les pays développés appuient.»

Le rapport de Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, presse les gouvernements à hausser leurs normes environnementales au-delà du seuil fixé par Kyoto. Or, d'après tous les environnementalistes, le projet présenté il y a deux semaines confirme justement que le Canada n'atteindrait jamais ces objectifs de base.

Joint par téléphone hier, le porte-parole de Greenpeace, Steven Guilbault, a défendu le plan québécois et s'est dit outré par les propos de la ministre fédérale. «Au niveau de la mise en oeuvre du plan de Kyoto, le volet entreprises est l'aspect le plus faible du plan québécois. Mais au Québec, le secteur auquel on doit s'attaquer en particulier, ce n'est pas le secteur industriel, c'est le secteur des transports et c'est exactement là-dessus que l'on met l'accent», a-t-il précisé.

Le chef du NPD, Jack Layton, et M. Harper doivent se rencontrer aujourd'hui pour discuter de changements potentiels au projet de loi.

LE SOLEIL : PROGRAMME CANADIEN POUR RÉDUIRE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE : Rona Ambrose critique le Plan vert du Québec - Le lundi 30 octobre 2006

Raymond Giroux, Ottawa

Rona Ambrose a ouvert un nouveau front, imprévu, en s'en prenant hier pour la première fois au Plan vert du Québec. La ministre fédérale de l'Environnement s'est en effet dite « inquiète » du fait qu'il comprenne des ententes volontaires avec les industries.

Cette approche québécoise a pourtant donné d'excellents résultats, a expliqué le critique bloquiste en la matière, Bernard Bigras, lors d'une entrevue au Soleil.

Lui-même et son chef Gilles Duceppe ont appris avec étonnement que « ce n'est plus bon », selon l'expression de ce dernier à la suite de la période des questions.

« Je n'avais pas entendu cela, je n'ai pas saisi et je ne suis pas sûr qu'elle ait saisi elle-même, a-t-il ajouté. Je me questionne beaucoup sur sa capacité d'analyser la situation » .

Plus de détails dans la version papier du journal Le Soleil de mardi.

Le prix à payer

■ L'inaction coûtera cher, prévient Stern

LONDRES | (AFP) La communauté internationale, mais surtout la Chine, l'Inde et les États-Unis, a été appelée hier à se mobiliser pour endiguer le réchauffement climatique qui pourrait causer une récession économique «d'une ampleur catastrophique».

Toute inaction se traduirait par «des dérèglements de l'activité économique et sociale (...) d'une ampleur similaire à ceux qui ont suivi les plus grandes guerres et la grande dépression de la première moitié du XX^e siècle», a prévenu Sir Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, à l'occasion de la publication du rapport qui porte son nom.

Il avait été mandaté début 2005 par le gouvernement britannique de Tony Blair en vue d'évaluer les conséquences économiques du réchauffement climatique pour le Royaume-Uni et le monde d'ici 2100.

Urgence mondiale

Le constat dressé dans ce rapport, qui compte 600 pages, est qu'il y a un risque de «ralentissement très grave» de l'économie mondiale pour un coût

estimé à plus de 5500 milliards d'euros (7800 milliards \$CAN).

Les pays devraient consacrer 1% du PIB mondial par an à la lutte contre la spirale de la hausse des températures, et toute passivité se traduirait à terme par une charge annuelle représentant 5% du PIB mondial. Dans le pire scénario, le coût représenterait «20% ou plus» du PIB mondial.

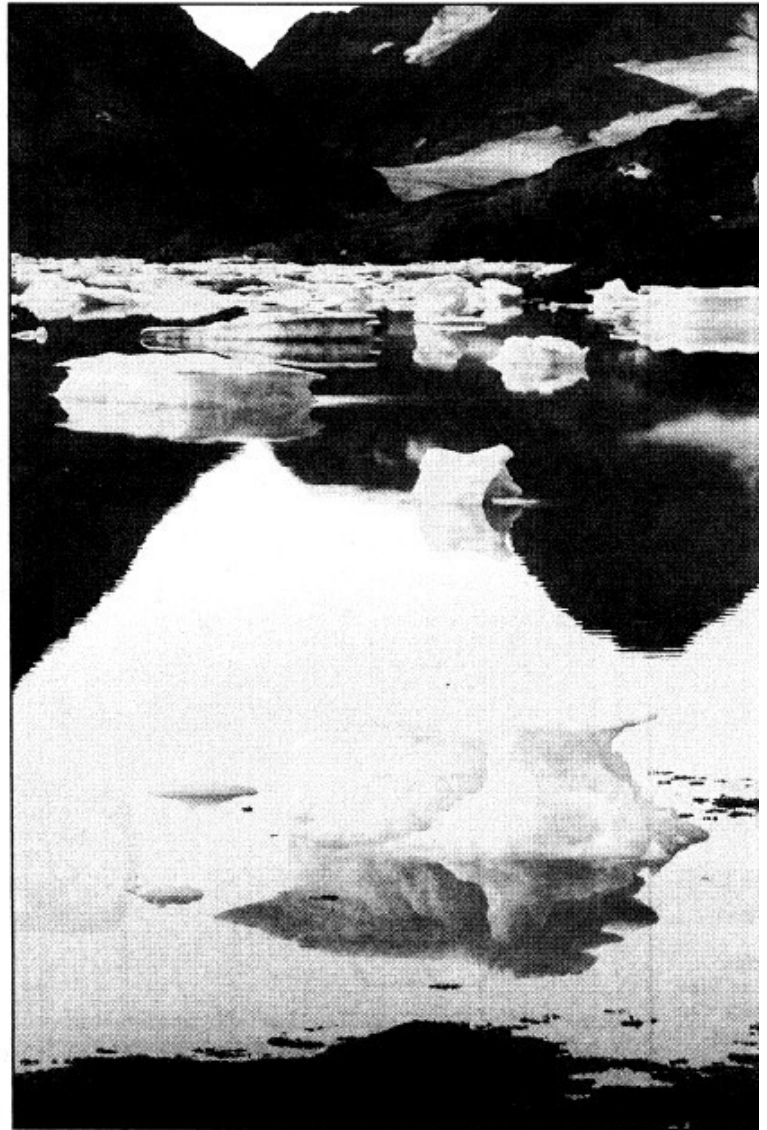
«La tâche est urgente. Retarder l'action, même d'une décennie ou deux, nous entrainerait sur un territoire dangereux», a averti Sir Nicholas Stern, se disant «optimiste car nous avons le temps et l'argent pour agir».

UN EX-LEADER DE LA BANQUE MONDIALE LANCE UNE ALERTE ROUGE

Mais cela doit se faire «maintenant et internationalement», a-t-il ajouté, affirmant que l'Inde, les États-Unis et la Chine devaient participer pleinement à la mobilisation internationale.

Le premier ministre Tony Blair a relevé pendant cette conférence que si la Grande-Bretagne cessait aujourd'hui toute pollution, l'économie en terme d'émissions polluantes engendrée serait annulée en moins de deux ans par la croissance chinoise.

Les pays pauvres seront «des premiers et les plus durement touchés», a affirmé Sir Nicholas Stern.



■ Un iceberg flotte dans la baie de Kulusuk. La glace hivernale dans l'Arctique fond bien plus rapidement que par le passé.

PHOTO AP

Au-delà de Kyoto

LONDRES | (AFP) Le réchauffement climatique pourrait coûter à l'économie mondiale jusqu'à 7 trillions de dollars si les gouvernements ne prennent pas des mesures radicales au cours des 10 prochaines années, avertit l'étude d'un ancien responsable de la Banque mondiale.

L'étude de Sir Nicholas Stern, ancien chef économiste de la Banque mondiale, prévient également que le nombre de réfugiés, victimes de la sécheresse ou d'inondations, pourrait s'élever à quelque 200 millions de personnes.

En 2007

Le problème est tellement urgent qu'un nouvel accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, remplaçant le protocole de Kyoto, devrait être conclu dès l'année prochaine plutôt qu'en 2010-2011 comme prévu, estime l'auteur de l'étude par l'augmentation des émissions de la Chine.

Même si une fin immédiate était mise à la pollution, dit-on, les gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère continueraient à provoquer un réchauffement du climat pendant encore une trentaine d'années avec le niveau des mers s'élevant encore pendant un siècle.

Le contenu de l'étude de Sir Nicholas Stern a été présenté aux ministres de l'Environnement à Mexico au début du mois.

Coût des changements climatiques : 7 500 milliards \$

Une catastrophe mondiale appréhendée

AU COURS des dix prochaines années, les changements climatiques coûteront à l'économie mondiale jusqu'à 7 500 G\$ si rien n'est fait.

C'est ce qu'affirme un rapport officiel britannique rendu public hier. Toutefois, le document précise que le monde peut concilier protection de l'environnement et croissance économique.

Le premier ministre Tony Blair a aussitôt préconisé «une action courageuse et déterminée» pour réduire les émissions de gaz à effet de serre

(GES) à l'échelle mondiale et enrayer ainsi le changement climatique.

M. Blair a estimé que, si rien n'est fait, les changements climatiques pourraient coûter chaque année à l'économie mondiale entre 5 et 20 % de son produit intérieur brut (PIB, la richesse produite). En contrepartie, l'auteur du rapport, Sir Nicholas Stern, ancien chef économiste de la Banque mondiale, a calculé que des politiques de réduction d'émission des GES coûteraient environ 1 % du PIB mondial chaque année.

Stern préconise un changement vers une «économie mondiale économe en carbone» grâce à la mise en place de taxes ou de mesures de contrôle des GES. Il demande également de mettre un terme à la déforestation, de soutenir le développement des énergies propres et les capacités de stockage des émissions de GES, ainsi que de limiter le recours aux transports.

Tony Blair et son ministre des Finances, Gordon Brown, qui a commandé le rapport, ont souligné que la lutte contre le réchauffement cli-

Nos actions des prochaines décennies pourraient créer une perturbation majeure de l'activité économique et sociale au cours de ce siècle et du prochain, d'une ampleur semblable à celles provoquées par les guerres mondiales et la crise économique de la première moitié du XX^e siècle.

SIR NICOLAS STERN

matique ne pourrait pas se mener sans l'engagement des grands pays industriels comme la Chine et les États-Unis. Cette position tranche avec celle de Washington, alors que le président George W. Bush refuse

toujours de ratifier le protocole de Kyoto signé par son prédécesseur Bill Clinton, affirmant que la solution viendra de nouvelles technologies.

AP/MÉTRO

AUTRE TEXTE PAGE 3

Le plan vert de Québec critiqué

La ministre fédérale de l'Environnement a fait la leçon au Québec, hier, en affirmant que le plan vert du gouvernement québécois «l'inquiète».

De l'avis de la ministre Rona Ambrose, le plan du Québec fait trop de place aux mesures volontaires pour inciter les industries à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et il ne s'attaque pas à la pollution atmosphérique.

«Ma préoccupation envers l'approche du gouvernement du Québec [...] c'est son désir d'en venir à des ententes volontaires avec l'industrie. Notre gouvernement a dit clairement qu'il faut s'éloigner de ces ententes volontaires au pays et ça inclut tous les secteurs industriels, y

compris au Québec», a expliqué la ministre fédérale de l'Environnement, proposant l'approche des conservateurs comme la voie à suivre. Québec ne doit pas s'attendre à obtenir du financement d'Ottawa.

L'approche des conservateurs propose l'adoption de mesures obligatoires, mais elle est décriée sur toutes les tribunes parce qu'elle ne change rien à court terme.

À Ottawa, hier, les attaques de l'opposition ont été alimentées en partie par le rapport de l'économiste anglais Nicholas Stern, qui lance un cri d'alarme à la planète pour qu'on s'attaque au réchauffement climatique.

Le NPD obtient une rencontre

Par ailleurs, dans une tentative de rapprochement, le premier ministre Stephen Har-



RONA AMBROSE, ministre fédérale de l'Environnement, a souligné des lacunes du plan vert du Québec hier.

per a accepté l'invitation du chef néo-démocrate, Jack Layton, qui espère convaincre le gouvernement minoritaire

d'accepter quelques-unes des idées de son parti sur les changements climatiques.

Réchauffement climatique



Plus de 7 000 milliards de dollars. C'est le déficit colossal qui pourrait affecter l'économie mondiale en raison du réchauffement climatique. Une vision catastrophe dévoilée hier par l'économiste Sir Nicholas Stern dans un rapport de 700 pages sur le sujet. Le réchauffement climatique pourrait avoir des conséquences aussi graves que les deux guerres mondiales ou la crise de 1929 si rien n'est fait pour l'endiguer et d'ici 50 ans seulement. P.6 et 7

Le Plan vert du Québec inquiète Ottawa

24 Bien que critiquée de toutes parts pour son approche dans la lutte aux changements climatiques, la ministre fédérale de l'Environnement Rona Ambrose se permet de faire la leçon au gouvernement du Québec en affirmant que son Plan vert l'inquiète en raison de plusieurs lacunes.

La ministre prétend que le plan du Québec accorde trop d'importance

aux mesures volontaires pour inciter les industries à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et qu'il ne s'attaque pas à la pollution atmosphérique.

«Selon Ottawa, le Plan vert du Québec présente plusieurs lacunes.»

«Ma préoccupation envers l'approche du gouvernement du Québec, c'est son désir d'en venir à des ententes volontaires

avec l'industrie. Notre gouvernement a expliqué clairement qu'il faut s'éloigner de ces ententes volontaires au pays et ça inclut tous les secteurs industriels, y compris au Québec», de dire Mme Ambrose.

Il va sans dire que cette sortie de la ministre n'améliorera pas les relations tendues entre Québec et Ottawa sur la question de l'environnement.

La semaine dernière, le gouvernement Charest et une coalition regroupant des représentants de plusieurs secteurs lançaient une offensive pour forcer Ottawa à aider la province à financer ses efforts pour atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto.

À ce sujet, la position



- photo PC

La ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose.

d'Ottawa est claire : Québec doit dire adieu au montant parce qu'il n'avait pas signé d'entente formelle avec le gouvernement fédéral de

l'époque contrairement à l'Ontario qui elle, avait signé son accord avec les libéraux de Paul Martin et recevra 538 millions \$. (PC/JCG)

Le rapport Stern fait réagir

Le rapport alarmant sur le réchauffement de la planète du Britannique Nicholas Stern a provoqué des remous, hier, à la Chambre des communes. Selon l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, l'impact des changements climatiques sur l'économie mondiale sera plus percutant que les deux guerres mondiales réunies ou la période de la grande noirceur des années '30.

Hier, le Bloc québécois s'en est pris à nouveau à la faiblesse du Plan vert

présenté par le gouvernement de Stephen Harper et reproche au premier ministre Stephen Harper de faire la sourde oreille aux conclusions du rapport Stern.

Pour sa part, le directeur de Greenpeace-Québec, Steven Guilbault, ajoute que le problème au Canada n'est pas de trouver des arguments pour expliquer le danger des changements climatiques, mais plutôt de convaincre un premier ministre qui a déjà laissé entendre qu'il ne croyait pas à leur existence. (JCG)

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

État d'urgence

24 Le réchauffement climatique va coûter 7000 milliards de dollars à l'économie mondiale. C'est sans doute énorme mais le chiffre pantagruélique ne parle pas. C'est plus que les deux guerres mondiales ou la grande dépression économique de 1929. Ce chiffre est avancé par l'étude présentée hier, par Sir Nicholas Stern, ancien chef économiste de la Banque mondiale. Sept trillions de dollars, c'est donc ce que coûtera le réchauffement climatique si les gouvernements ne prennent pas des mesures radicales au cours des dix prochaines années, avertit l'étude.

L'économiste prévient également que le nombre de réfugiés, victimes de la sécheresse ou d'inondations, pourrait s'élever à quelque 200 millions de personnes.

Selon *The Observer*, cette étude de 700 pages est la première contribution de poids d'un économiste à un phénomène jusque là l'apanage des scientifiques. Le rapport de Nicholas Stern prévoit que celui-ci pourrait provoquer une récession mondiale.

Même si une fin immédiate était mise à la pollution, les gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère continueraient à provoquer un réchauffement du climat pendant encore une trentaine d'années avec le niveau des mers s'élevant encore pendant un siècle. L'ancien économiste de la Banque mondiale a calculé que l'humanité devrait dépenser 1% du PIB annuel de la planète, sous peine de voir le coût du réchauffement climatique être de 5 à 20 fois plus élevé. (24H)

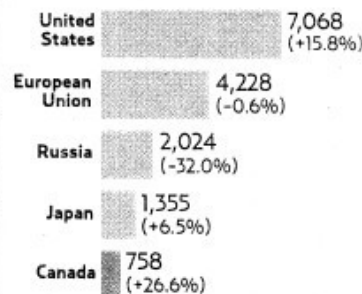
«Il n'y a rien de plus grave, rien de plus urgent, rien qui n'exige plus des décisions, a déclaré Tony Blair.»

If temperatures continue to rise ...

A report by a British economist suggests that the world's economy could shrink if steps are not taken to curb greenhouse gas emissions.

EMISSIONS REPORT

Highest greenhouse gas emissions, in millions of tons of carbon dioxide equivalent, 2004 (per cent change since 1990):



■ Under the 1997 Kyoto accord, 35 nations agreed to cut emissions by an average five per cent below 1990 levels by 2012; the United States did not sign the accord

DIRE PREDICTIONS

Projected effects if global temperatures rise by these amounts within the next 50 years

	(1°C)	(2°C)	(3°C)	(4°C)	(5°C)
Food	Crop losses, especially in developing countries				
Weather	Rising intensity of storms, forest fires, droughts, floods and heat waves				
Health	Higher death tolls from malnutrition, heat stress, malaria and dengue fever				
Ecosystems	Damage to coral reefs	Up to 40 per cent of species could face extinction			
Water	Small glaciers disappear, causing water shortages	Significant water shortages	Flooding from rising sea levels; drought and flood could displace 200 million		
Economy		Global GDP cut by three per cent	Cut by 10 per cent	Worst case: 20- per-cent cut (on a scale of world wars, Great Depression)	

■ Acting now to cut emissions would cost about one per cent of global GDP each year

Source: UN Framework Convention on Climate Change, Stern Review on the Economics of Climate Change

McCLATCHY TRIBUNE

MIKE DE SOUZA, CanWest News Service

An international report on climate change warns of catastrophic costs for the world economy - a devastation on the scale of the two world wars and the Great Depression - if industrialized countries fail to take immediate action to stop global warming.

The report, prepared for the British government by Sir Nicholas Stern, a former World Bank chief economist, was praised by environmentalists for warning that the economy could shrink by five per cent to 20 per cent if nothing is done to reduce greenhouse gases.

The report is expected to increase pressure on a number of governments, led by the United States, to step up efforts to fight global warming. The Bush administration never approved the Kyoto climate change accord, while Prime Minister Stephen Harper has rejected its emissions-cutting targets as unachievable but hasn't pulled Canada out of the treaty endorsed by the previous government.

In fact, Canada wants to go back to the drawing board on plans for dealing with global warming when countries that have signed the protocol open new talks in Africa next week.

Ottawa will seek a "comprehensive review" of the 1997 treaty when negotiators from 165 countries meet in Kenya, federal officials said yesterday.

NDP leader Jack Layton said the Conservative environmental plan, called the Clean Air Act, would make matters worse, and he has asked for a meeting with Harper to persuade him to change course or face the consequences, including the possibility of a non-confidence motion.

Such a motion, which could be introduced in the House of Commons as early as Thursday, could lead to the collapse of the government.

"Right now, what we see is a House that's unwilling to move forward because of the government's arrogant approach to things on a whole series of issues, including the most serious one facing the globe right now, which is dangerous climate change pollution," Layton said.

The federal officials, who spoke before the trip to Nairobi during what is called a background briefing, said Canada wants to focus on the longer term.

But critics say federal strategists are actually looking for a way to escape existing promises and stall progress.

Matthew Bramley of the Pembina Institute said the focus on a broad review will probably mean a lot of analysis rather than action.

Harper said he drew comfort from the Stern report, noting it is frequently critical of progress under Kyoto. He referred to his proposed Clean Air Act as proof that Canada is acting.

Layton says the act is dead unless the government agrees to amend it. Although he initially drew chuckles in the Commons after demanding a meeting with Harper within 24 hours, the prime minister agreed.

"The government is determined to move ahead with a long-term plan to reduce emissions of both (greenhouse gases and air pollution), but if the NDP wanted to sit down and discuss how we could do that better, I am certainly willing to do that with him," Harper said.

Opposition parties have vowed to block the government's "clean air" legislation, favouring a private member's bill that could force the government to stick to Canada's six-per-cent reduction target of greenhouse gas emissions under the Kyoto protocol.

In response, the Conservatives have attempted their own procedural tactics to stall the opposition legislation.

Canadian Environment Minister Rona Ambrose said she's troubled by the shortcomings in Quebec's green plan. She said the province's plan relies too much on voluntary measures to encourage industries to reduce their greenhouse gases while failing to attack air pollution.

"I encourage the province of Quebec to finance its own programs and initiatives," she said in response to requests that the Conservatives honour the previous government's commitment to give Quebec \$328 million to help it achieve its Kyoto targets.

The Quebec plan has allowed the industrial sector, which produces nearly one-third of Quebec greenhouse gases, to reduce its emissions by 6.8 per cent between 1990 and 2003.

Introducing the Stern report in London, British Prime Minister Tony Blair called for "bold and decisive action" to cut carbon emissions and stem the worst of the temperature rise.

"It is not in doubt that, if the science is right, the consequences for our planet are literally disastrous," Blair said.

Another report, made public yesterday by the United Nations, warned that many industrialized countries are falling behind their targets under the Kyoto protocol.

Ambrose said the revelations demonstrate the need to review the international agreement and change government strategy.

Under the 1997 Kyoto accord, 35 industrialized countries committed to reducing emissions by an average five per cent below 1990 levels by 2012.

Overall, there was a 2.4-per-cent rise in emissions by 41 industrialized countries from 2000 to 2004. That was blamed mostly on former Soviet-bloc countries, whose emissions declined in their economic downturn of the 1990s, then increased by 4.1 per cent during the most recent four-year period.

Canada is expected to send a delegation of about 40 people to Nairobi, but it will not include environmentalists, contrary to the customary practice of the Liberals.

It will be open to provincial officials and aboriginals.

AP and CP contributed to this report

THE GAZETTE: British report on economy, global warming – Tuesday, October 31, 2006

GREENHOUSE GASES

Emissions in the atmosphere must be limited to 450 to 550 parts per million of carbon dioxide. The current level is 430 parts per million. At the start of the industrial revolution in the 18th century, the levels were at 280 parts per million.

DEFORESTATION

The loss of forests globally contributes to more carbon dioxide levels in the atmosphere each year than the transport sector. Studies to determine the best way to reduce deforestation must begin soon.

INTERNATIONAL AID

Climate change must be integrated into development policy. Rich countries must increase support for poor countries' development.

RECOMMENDATIONS

To effectively counteract climate change, the report suggests

a common global price for carbon be created through taxation, emissions trading and regulation. It suggests government policies encourage the development of highly efficient products and says funding for low-carbon technologies must increase fivefold.

ONLINE EXTRA: Climate change could devastate U.S. wineries, cutting production by 50 per cent.

THE GLOBE AND MAIL: Editorial: The sky-high cost of global warming – Tuesday, October 31, 2006

The sky-high cost of global warming

Most people accept the mounting body of scientific evidence that global warming is real, is mostly man-made and presents a genuine threat to the planet's health and continuing ability to sustain life, not in some far-distant future but in this century and the next. But until now there has been a noticeable dearth of hard economic analysis to accompany the science.

A comprehensive study by Britain's top government economist has helped to fill that gap. It provides some hard truths about the enormous costs to the global economy if governments worldwide fail to take drastic measures to tackle the problem. It also provides an important counterweight to those who argue that such action would carry too high a price tag and pose too big an economic risk for an uncertain result.

In fact, Sir Nicholas Stern argues that the opposite is true. It is doing too little too late that would have by far the more devastating impact on the global economy. He says that a weak global response to climate change in the next few decades could cause economic and social disruptions on a scale similar to those triggered by the world wars and the Great Depression, but at a far higher cost than all of them combined. He calculates that the cost in lost output could reach \$7-trillion. What's worse, it will be hard, if not impossible, to reverse such changes.

The former chief economist of the World Bank is not one of those outspoken academics who have political axes to grind or who love tilting at windmills. The head of the British government's economics service is a long-time public servant who was once asked by his bosses whether a controversial tax proposal made political sense. He is said to have replied that it was not his responsibility to deal with the politics, but only with the economics.

When he was recruited by Prime Minister Tony Blair a year ago to assess the economic impact of climate change, he sailed into uncharted waters, but with a good compass. He rightly proclaimed that the only way to tackle global warming and still promote a vibrant and sustainable global economy was to have "a deep understanding of the economics of this complex problem."

It's impossible to know whether Sir Nicholas's estimates are even in the right ballpark. And there are bound to be eminent economists who take exception to his findings. A group of nine British economists has already called his study "a misdirected exercise." But it is indisputable that the failure to address climate change now will carry considerably higher costs and risks in future.

Based on simple extrapolations, he estimates that the rising cost of damage from hurricanes, floods, heat waves and other extreme weather events could reach 1 per cent of annual world GDP by mid-century. He posits that immediate action to slash carbon emissions would cost the global economy about 1 per cent of GDP annually. But this would soar to 20 per cent if the tough decisions were delayed. His recommendations, on a national and global scale, break no new ground, but his analysis lends them more weight.

It may not sound like it, but Sir Nicholas is an optimist. "Tackling climate change is the pro-growth strategy for the longer term, and it can be done in a way that does not cap the aspirations for growth of rich or poor countries. The earlier effective action is taken, the less costly it will be."

The argument against taking immediate and decisive action on global warming is usually centred on the high cost of doing so. Whether or not you accept Sir Nicholas's projections, he has shown the cost of doing nothing is potentially much higher.

THE GLOBE AND MAIL: U.K. calls for bold environmental reforms – Tuesday, October 31, 2006

THOMAS WAGNER , Associated Press

LONDON -- Raising the stakes in the global-warming dispute with the United States and China, Britain called yesterday for "bold and decisive action" to cut carbon emissions after issuing a sweeping report warning that the Earth faces a calamity unless something is done urgently.

The British government also hired former U.S. vice-president Al Gore, who has emerged as a powerful environmental spokesman, to advise it on climate change -- a clear indication of Prime Minister Tony Blair's growing dissatisfaction with U.S. environmental policy.

The 700-page report argues that environmentalism and economic growth can go hand in hand in the battle against global warming. Prepared by Sir Nicholas Stern, a senior government economist, it represents a huge contrast to the U.S. government's policies.

Mr. Blair, Sir Nicholas and the report's commissioner emphasized that the battle against global warming can succeed only with the co-operation of major countries such as the United States and China.

President George W. Bush kept the United States out of the Kyoto international treaty to reduce greenhouse gases, saying the pact would harm the U.S. economy.

Prime Minister Stephen Harper has rejected the Kyoto emissions-cutting targets as unachievable but he has not formally pulled Canada out of the treaty.

"Using the results from formal economic models, the review estimates that if we don't act, the overall costs and risks of climate change will be equivalent to losing at least 5 per cent of global GDP each year, now and forever," the report says. "If a wider range of risks and impacts is taken into account, the estimates of damage could rise to 20 per cent of GDP or more."

The report acknowledges its predictions regarding GDP used calculations that had to rely on sparse or non-existent observational data about high temperatures and developing countries, and to place monetary values on human health and the environment, "which is conceptually, ethically and empirically very difficult."

THE GLOBE AND MAIL: Greenhouse-gas emissions still rising – Tuesday, October 31, 2006

MARTIN MITTELSTAEDT

Industrialized countries need to do more to reduce their greenhouse-gas emissions, which rose 2.4 per cent between 2000 and 2004, according to the UN.

Canada's emissions over the period rose 4.6 per cent, indicating the country continues to make less progress than many other nations in curbing the release of greenhouse gases.

The new figures were issued yesterday in Bonn by the UN's Framework Convention on Climate Change secretariat. Paradoxically, the report also indicated that industrialized countries as a group are on track to meet commitments made under the Kyoto Protocol, the international pact on greenhouse gases that Canada's Conservative government tacitly repudiated in its recent global-warming plan.

But the apparent progress in reaching Kyoto goals is entirely based on the economic collapse of the Eastern Bloc in the 1990s after the fall of communism, which led to a huge

reduction in the burning of fossil fuels in those countries and a 37 per cent overall drop in their emissions.

Releases from other industrialized countries grew 11 per cent over the period. The Kyoto Protocol requires 35 industrialized countries and the European Union to cut greenhouse-gas emissions generated by human activity by an average of 5 per cent below 1990 levels over the period between 2008 and 2012.

According to the UN data, total emissions from countries covered by the protocol were 15.3 per cent below the 1990 level in 2004, although the performance varied widely. Canada had the fourth-worst performance since 1990, with emissions up 26.6 per cent by the end of 2004. Only Portugal, Spain and Turkey had poorer records.

U.S. emissions rose far less than Canada's and were up 15.8 per cent, although the country remains the largest global emitter.

THE GLOBE AND MAIL: PM, Layton to negotiate over clean-air legislation : Although election looms, climate change is too vital to wait, NDP Leader says – Tuesday, October 31, 2006

BRIAN LAGHI AND GLORIA GALLOWAY

From Tuesday's Globe and Mail

OTTAWA — Prime Minister Stephen Harper and NDP Leader Jack Layton are scheduled to meet today to try to find common ground over the Conservative government's controversial environmental legislation, as political parties jockey in the run-up to what many believe will be a spring election.

The legislation has been criticized for its far-in-the-future target to cut greenhouse emissions in half by 2050. All three opposition parties have vowed to vote against the bill, thereby killing the measure.

But Mr. Layton appeared to give the legislation a breath of life yesterday when he asked for the meeting with the Prime Minister during Question Period in the Commons.

"Climate change is the No. 1 threat to Canadians and to the planet and yet we have a government that has no workable plan to get things done," Mr. Layton said. "Is the Prime Minister ready to meet with the NDP in the next 24 hours to construct a plan to deal with climate change that would pass this House?" Mr. Harper agreed.

The move comes against the backdrop of parliamentary parties criticizing each other over the slow pace of getting legislation through the Commons. Mr. Harper has

disparaged the opposition for delaying legislation, a move that is widely viewed as an effort to make the case for a majority government that could enact its platform. Opposition sources say they are trying to make Mr. Harper look ineffective by delaying legislation. Mr. Layton's move yesterday is reminiscent of the 2005 minority Parliament under former Liberal prime minister Paul Martin, during which the New Democratic Party propped up the Liberals by wrenching concessions on the government's budget. The NDP then used the election campaign to say it was largely responsible for improvements to the spending document. Also yesterday, the opposition parties pledged to subject two cabinet ministers to separate grilling before the Commons. Diane Finley, the Minister of Human Resources and Social Development, will take questions for five hours on Wednesday evening while Defence Minister Gordon O'Connor, will get his turn in a couple of weeks. Every calendar year, the Official Opposition can require two members of cabinet to defend their department's spending estimates in the House, explained Jerry Yanover, a senior parliamentary expert for the Liberal Party.

The ministers can be asked about anything within the purview of their department. There is a natural inclination for the opposition to select ministers they perceive as weak or who could say something that could be subject to controversy. Liberal House Leader Ralph Goodale said there are many ministers within Mr. Harper's cabinet who could have been targeted for the extra attention, but Ms. Finley and Mr. O'Connor were chosen because they have broad responsibilities in the public spotlight. Ms. Finley's portfolio includes child care, an issue on which the Conservative plan differed radically from that promoted by both the Liberals and the New Democrats. In addition, Mr. Goodale said that Ms. Finley's department is responsible for literacy. Recent cuts to literacy programs have been roundly criticized by the opposition. "I think it's fair to say that Ms. Finley's department was the focus of some of the most brutal cuts that occurred on the day that the government announced it had a \$13-billion surplus," Mr. Goodale said. With a report from Bill Curry in Ottawa

CYBERPRESSE : Le plan vert de Québec inquiète la ministre Ambrose qui y voit des lacunes - Le lundi 30 oct 2006

OTTAWA
Vivement critiquée pour son approche dans la lutte aux changements climatiques, la ministre fédérale de l'Environnement s'est permise, lundi, de faire la leçon au Québec en affirmant que le plan vert du gouvernement québécois "l'inquiète" à cause de ses lacunes. De l'avis de Rona Ambrose, le plan du Québec laisse trop de place aux mesures volontaires pour inciter les industries à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, et il ne s'attaque pas à la pollution atmosphérique. La ministre fédérale présente l'approche de son gouvernement conservateur comme la voie à suivre. L'approche des conservateurs propose l'adoption de mesures obligatoires, mais elle est décriée sur toutes les tribunes parce qu'elle ne change rien à court terme, à cause de longues périodes de consultations. Les mesures volontaires mises en place par Québec et critiquées par la ministre Ambrose ont tout de même permis, de 1990 à 2003, de réduire de 6,8 pour cent les émissions de gaz à effet de serre du secteur industriel, secteur qui produit 31 pour cent de ces émissions au Québec. Cette sortie de la ministre Ambrose n'améliorera certainement pas le climat tendu entre Québec-Ottawa sur la question de l'environnement. La semaine dernière, le gouvernement de Jean Charest et une coalition regroupant des représentants de plusieurs secteurs lançaient une offensive pour forcer Ottawa à aider la province à financer ses efforts pour atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto. Or, la position d'Ottawa est claire: non seulement le Protocole de Kyoto est considéré comme utopique, mais Québec doit dire adieux au montant parce qu'il n'avait pas signé d'entente formelle avec le gouvernement fédéral de l'époque, contrairement à l'Ontario qui, elle, avait signé un

accord avec les libéraux de Paul Martin et recevra ses 538 millions \$.
Ottawa soutient aussi que Québec a pu profiter, dès septembre, de sommes versées pour aider à financer le transport en commun et prévues dans le budget 2005 des libéraux. Québec a déjà touché plus de 305 millions \$ qui ont été mis en fiducie cette année, selon Dimitri Soudas, du bureau du premier ministre Stephen Harper. En d'autres mots, Québec ne doit pas s'attendre à plus. La sortie de la ministre Ambrose survient la journée même où le gouvernement de Stephen Harper est une fois de plus pris à parti par l'opposition qui l'accuse de faire reculer le Canada sur la question des changements climatiques. Les plus récentes attaques de l'opposition sont alimentées, en partie, par le rapport de l'économiste britannique Nicholas Stern, qui lance un cri d'alarme à la planète pour qu'on s'attaque au réchauffement climatique, à défaut de quoi les conséquences seront dramatiques. Alors que le gouvernement Harper semblait couper un peu plus les ponts avec Québec, il tend la main au Nouveau Parti démocratique. Stephen Harper a accepté l'invitation du chef néo-démocrate Jack Layton qui espère convaincre le gouvernement minoritaire conservateur d'accepter quelques-unes des idées de son parti sur les changements climatiques. Cette tactique de rapprochement de M. Layton n'est pas sans rappeler celle qu'il avait utilisée au printemps 2005, avec le gouvernement de Paul Martin, où en échange de mesures budgétaires sociales, le NPD avait donné son appui au gouvernement. Cet appui avait permis au gouvernement minoritaire de l'époque de faire adopter plusieurs mesures, dont certains votes sur des questions de confiance.

La rencontre entre M. Layton et le premier ministre Harper | sujet de la motion que le NPD soumettra aux Communes,
doit avoir lieu demain (mardi) puisque le résultat dictera le | jeudi.

CYBERPRESSE : Le Canada demande une révision complète du Protocole de Kyoto - Le lundi 30 octobre 2006

PAR DENNIS BUECKERT, OTTAWA

Le Canada demandera un nouveau plan d'action face au réchauffement climatique quand les pays signataires du Protocole de Kyoto se rencontreront pour de nouvelles discussions la semaine prochaine, en Afrique.

Le gouvernement fédéral tentera d'obtenir une "révision complète" du traité quand des négociateurs provenant de 165 pays se réuniront à Nairobi, au Kenya, ont expliqué lundi des responsables gouvernementaux dans le cadre d'une réunion d'information générale.

Le Canada veut mettre plus d'emphase sur les objectifs "à long terme", ont expliqué ces responsables, qui ne peuvent être identifiés en raison des règles qui régissaient la réunion.

Mais certains accusent les stratèges fédéraux de chercher à se soustraire aux engagements actuels, tout en empêchant de nouveaux progrès d'être réalisés.

"Ils ne veulent pas être obligés de respecter leurs promesses, a affirmé John Bennett, du Réseau action climat, un regroupement d'une centaine d'organisations environnementales. Ils cherchent un moyen de repenser tout le protocole."

Pour sa part, Mathew Bramley, de l'Institut Pembina, craint qu'une demande pour une révision en profondeur ne se traduise par beaucoup d'analyse et peu d'action.

La délégation canadienne à Nairobi sera constituée d'une quarantaine de personnes mais ne comprendra pas d'écologistes, contrairement à ce qui était pratique courante sous le gouvernement libéral. Des représentants provinciaux et autochtones pourront toutefois en faire partie.

La ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, affirme que le rapport publié lundi par l'économiste britannique Sir Nicholas Stern, et qui prévient que le réchauffement climatique pourrait avoir des conséquences catastrophiques, appelle lui aussi à une révision du Protocole de Kyoto.

"C'est une chose que notre gouvernement appuie depuis le début, a-t-elle dit. C'est aussi quelque chose que tous les pays développés (membres du Protocole) appuient."

Les responsables présents à la réunion d'information générale ont toutefois indiqué que plusieurs pays en voie de développement, dont le pays-hôte, le Kenya, ne veulent pas d'une révision en profondeur du Protocole.

Ils souhaiteraient plutôt mettre l'emphase sur les émissions polluantes des pays développés, qui représentent la plus grande partie des gaz à effet de serre depuis un siècle. Ces pays recherchaient aussi des promesses d'aide technologique et financière dans la lutte aux émissions polluantes.

Le Canada s'est engagé à réduire, d'ici 2012, ses émissions polluantes à un niveau inférieur de 6 pour cent à ce qu'elles étaient en 1990. Ces émissions sont toutefois actuellement supérieures de 35 pour cent à leur niveau de 1990, et le gouvernement conservateur estime que l'objectif est inatteignable.

Le Canada a enfin déclaré ne pas être intéressé à participer à un système d'échange de crédits de pollution, même si le rapport Stern affirme qu'un tel mécanisme est essentiel à une réduction rapide des émissions polluantes.

RADIO-CANADA / NATIONAL : Changements climatiques : Le Canada veut revoir Kyoto - Mise à jour le lundi 30 octobre 2006 à 23 h 21

Plus d'info

Nouvelles

[Le rapport Stern a des échos à Ottawa](#)

[Changements climatiques: Pour un New Deal écologique](#)

[Environnement: Kyoto part en fumée](#)

Dossier

[Second souffle pour Kyoto](#)

[Le protocole de Kyoto](#)

Audio et Vidéo

[Azeb Wolde-Giorghis rapporte que de vrais changements nécessiteraient la participation des plus grands pollueurs...](#)

[Emmanuelle Latraverse décrit l'écho qu'a eu, à Ottawa, le cri d'alarme du rapport Stern.](#)

Autre gouvernement, autres orientations.

À la prochaine conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'ouvre la semaine prochaine à Nairobi, au Kenya, le gouvernement du Canada demandera un nouveau plan d'action pour lutter contre le réchauffement climatique.

En fait, Ottawa demandera une « révision complète » du protocole de Kyoto afin de favoriser les objectifs « à long terme ». C'est ce qu'ont annoncé lundi des responsables gouvernementaux au cours d'une réunion d'information.

Il s'agit d'un changement de cap pour le Canada en cette matière. La dernière conférence des parties avait eu lieu à Montréal, l'an dernier, et avait été présidée par le ministre de l'Environnement de l'époque, le libéral Stéphane Dion. Celui-ci s'était fait le champion de l'application du protocole, signé et ratifié par le Canada.

La ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, fait valoir que le rapport sur les conséquences économiques des changements climatiques, publié lundi par l'économiste britannique Nicholas Stern, appelle lui aussi à une révision du protocole de Kyoto. « C'est une chose que notre gouvernement appuie depuis le début », a-t-elle dit.

Selon les mêmes responsables, plusieurs pays en voie de développement, dont le pays hôte de la conférence, sont toutefois hostiles à une telle « révision en profondeur ». Ils souhaitent que les énergies et le temps soient consacrés à parler des émissions polluantes des pays développés.

Écologistes critiques, écologistes absents

Des groupes écologistes ont accusé le gouvernement de chercher, en demandant une telle révision, à échapper à ses engagements. Mathew Bramley, de l'Institut Pembina, craint par exemple que de telles tergiversations n'éloignent encore le Canada et la planète du passage à l'action. La délégation canadienne à Nairobi, contrairement à ce qui était la norme sous le gouvernement précédent, ne

comptera d'ailleurs aucun représentant du mouvement écologiste.

En ratifiant le protocole de Kyoto, le Canada s'est engagé à réduire d'ici 2012 ses émissions de gaz à effet de serre à 6 % sous leur niveau de 1990. Le gouvernement conservateur juge cet objectif inatteignable, les émissions étant actuellement à 35 % au-dessus du niveau de 1990.

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Changements climatiques : Le rapport Stern a des échos à Ottawa - Mise à jour le lundi 30 octobre 2006 à 23 h 27

Plus d'info

Nouvelles

[Changements climatiques: Pour un New Deal écologique](#)

[Environnement: Kyoto part en fumée](#)

Dossier

[La menace climatique](#)

[Le protocole de Kyoto](#)

Audio et Vidéo

[Azeb Wolde-Giorghis rapporte que de vrais changements nécessiteraient la participation des plus grands pollueurs.](#)

[Emmanuelle Latraverse décrit l'écho qu'a eu, à Ottawa, le cri d'alarme du rapport Stern.](#)

[Mireille Massé rend compte des débats, aux Communes, au sujet de la lutte aux changements climatiques.](#)

Le rapport alarmant sur le réchauffement de la planète du Britannique Nicholas Stern a fait des vagues dans les milieux politique et environnemental canadiens, lundi.

L'ancien économiste en chef de la Banque mondiale prédit que l'impact des changements climatiques sur l'économie mondiale sera plus important que les deux guerres mondiales réunies ou la grande dépression des années 30.

À la Chambre des communes, le Bloc québécois a profité de l'occasion pour critiquer une nouvelle fois la faiblesse du Plan vert présenté par le gouvernement de Stephen Harper.

Le chef bloquiste Gilles Duceppe a rappelé que le premier ministre britannique s'est lui-même dit inquiet devant les affirmations du rapport Stern. « Le premier ministre semble ne pas accorder de crédibilité aux environnementalistes. Vaut-il en accorder à Tony Blair et instaurer des mesures pour atteindre les objectifs du protocole de Kyoto? » a demandé M. Duceppe.

« Le Bloc veut des politiques environnementales britanniques. Nous avons l'intention d'avoir des politiques efficaces canadiennes », a répondu le premier ministre.

De son côté, la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, a dit s'inquiéter au sujet du plan vert du gouvernement Charest.

Selon elle, le plan du Québec fait trop de place aux mesures volontaires pour inciter les industries à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et ne s'attaque pas à la pollution atmosphérique. « Notre gouvernement a dit clairement qu'il faut s'éloigner de ces ententes volontaires au pays, et ça inclut tous les secteurs industriels, y compris au Québec », a-t-elle dit.

Mme Ambrose s'est également servi des décisions prises au conseil national du Parti québécois en fin de semaine pour nourrir son argumentation.

Mme Ambrose a rappelé que le chef du PQ, André Boisclair, a présenté une résolution, adoptée à l'unanimité, pour qu'un éventuel gouvernement péquiste fasse adopter un nouveau règlement imposant des normes plus élevées en matière de qualité de l'air. « Le PQ a pris une position politique qui est déjà dans la Loi [fédérale] sur la qualité de l'air. Ce que je demande au Bloc c'est: "Avez-vous la permission du vrai chef de parler maintenant?" » a-t-elle lancé.

Pour sa part, le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, a demandé au premier ministre Harper s'il était prêt à travailler avec le NPD pour mettre sur pied un nouveau plan vert. M. Harper s'est dit ouvert aux discussions, tout en rappelant qu'il était fier du plan environnemental déjà présenté, qui propose de réduire de 45 à 65 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. M. Layton et Harper doivent se rencontrer mardi.

En entrevue au RDI, le directeur de Greenpeace-Québec, Steven Guilbault, a jugé que la crédibilité de M. Stern en matière économique ne pouvait être mise en doute. Il a affirmé que le problème au Canada n'était pas de trouver des arguments pour expliquer le danger des changements climatiques, mais plutôt de convaincre un premier ministre qui a déjà laissé entendre qu'il ne croyait pas à leur existence.

RADIO-CANADA / SCIENCES ET SANTÉ : Changements climatiques : Pour un New Deal écologique - Mise à jour le lundi 30 octobre 2006 à 16 h 07

Plus d'info

Audio et Vidéo

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Science-Sante/2006/10/30/001-changementsclimatiques.shtml>

Philippe Marcoux résume un rapport qui prédit des coûts astronomiques pour réparer les dommages causés par le réchauffement climatique.

RDI en direct: le porte-parole de l'Institut Pembina, Matthew Bramley, réagit à la publication du rapport Stern.

RDI en direct: Louis Fortier, directeur scientifique de Articnet, nous dit que la vision de Sir Stern est réaliste.

Autres hyperliens

[La menace climatique](#)

[Le protocole de Kyoto](#)

EN BREF

- La fonte des glaciers causera l'inondation de plusieurs régions.
- Le nombre de terre agricole déclinera, particulièrement en Afrique.
- Environ 40 % des espèces animales disparaîtront.
- Les phénomènes climatiques extrêmes, comme les ouragans, seront plus nombreux.

Qu'est-ce qui pourrait dérégler l'activité économique et sociale au même titre que les deux guerres mondiales et la grande dépression du siècle dernier? Les changements climatiques, répond Sir Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale.

Son rapport de 600 pages commandé par le gouvernement britannique a été présenté par le premier ministre Tony Blair et son ministre des Finances, Gordon Brown, une semaine avant le sommet de l'ONU sur le climat qui se tiendra à Nairobi, au Kenya.

Ainsi, selon le document, le réchauffement climatique coûtera 7500 milliards de dollars à l'économie mondiale, si des mesures draconiennes ne sont pas prises d'ici 10 ans.

M. Stern estime entre autres que les inondations causées par la hausse des océans et la sécheresse entraîneront le déplacement de 200 millions de personnes. La planète perdrait également 40 % des espèces animales qui l'habitent actuellement.

Le rapport Stern devrait être considéré comme le dernier mot sur la raison pour laquelle le monde doit agir maintenant pour limiter les dégâts que nous causons à notre planète. — Tony Blair

Un appel à l'action

Les pays devraient consacrer 1 % du produit intérieur brut mondial par an pour contrer les effets néfastes du réchauffement, estime l'économiste.

Toutefois, ce dernier soutient qu'une réponse trop faible se traduira par une charge représentant 5 à 20 fois ce montant. L'Inde, les États-Unis et la Chine devraient participer activement à la mobilisation, sinon toute action serait un coup d'épée dans l'eau.

Il a calculé que si la Grande-Bretagne fermait maintenant l'ensemble de ses centrales électriques, il faudrait moins de deux ans pour que les émissions de CO2 en provenance de la Chine annulent les bienfaits d'une telle décision.

Le gouvernement britannique s'est doté d'un conseiller de marque afin de bien souligner l'importance de la coopération internationale auprès de ses partenaires: l'ancien vice-président américain Al Gore qui a fait du réchauffement planétaire son cheval de bataille.

La tâche est urgente. Retarder l'action, même d'une décennie ou deux, nous entraînerait sur un territoire dangereux. — Sir Nicholas Stern

L'économiste soutient que l'état actuel de la planète est tellement inquiétant que même un arrêt complet de la pollution ne parviendrait pas à arrêter les conséquences des gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère. Le réchauffement du climat continuerait pendant encore une trentaine d'années avec des effets importants sur le climat.

Des solutions

M. Stern soutient toutefois qu'il est encore possible de renverser la tendance.

Selon lui, il faut obliger les pays les plus polluants, les États-Unis et la Chine en tête, à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, en leur faisant payer le coût global de leur pollution.

Toujours selon l'économiste, il est également indispensable d'avancer à l'année prochaine la négociation de l'accord qui remplacera celui de Kyoto. Cette étape était prévue en 2010-2011.

Le rapport Stern préconise aussi de passer à des énergies propres comme l'éolienne et la solaire et de mettre en place de nouvelles taxes vertes.

THE GLOBE AND MAIL.COM: Blair calls for 'decisive' action on climate change – Monday, October 30

Associated Press and Canadian Press

London — Unchecked global warming will devastate the world economy on the scale of the world wars and the Great Depression, a major British report said Monday.

Introducing the report, British Prime Minister Tony Blair said unabated climate change would cost the world between five and 20 per cent of global gross domestic product each year.

He called for "bold and decisive action" to cut carbon emissions and stem the worst of the temperature rise.

Report author Sir Nicholas Stern, a senior government economist, said that acting now to cut greenhouse gas emissions would cost about one per cent of global GDP each year.

"The evidence shows that ignoring climate change will eventually damage economic growth," said Stern's 700-page report, the first major effort to quantify the economic cost of climate change.

"Our actions over the coming decades could create risks of major disruption to economic and social activity, later in this century and in the next, on a scale similar to those associated with the great wars and the economic depression of the first half of the 20th century," the report said.

Mr. Blair said the scientific community agreed that the world was warming, and that greenhouse gas emissions were largely to blame.

"It is not in doubt that, if the science is right, the consequences for our planet are literally disastrous," he said. "Unless we act now ... these consequences ... will be irreversible."

Sir Nicholas said the world must shift to a "low-carbon global economy" through measures including taxation, regulation of greenhouse gas emissions and carbon trading.

The report is expected to increase pressure on a number of governments, led by the United States, to step up efforts to fight global warming. The Bush administration never

approved the Kyoto climate-change accord while Prime Minister Stephen Harper has rejected the Kyoto emissions-cutting targets as unachievable but he has not formally pulled Canada out of the treaty endorsed by the previous Liberal government.

Instead, the Tories have introduced a new Clear Air Act that sets no short-term targets for cutting greenhouse emissions but aims to cut such pollution by 45 to 65 per cent by 2050. Critics have dismissed the Conservative plan as a "dirty air act" and a "hot air act."

Some critics claim the prime minister is using Canada's position within the treaty to undermine it, acting on behalf of Washington, which has little influence in Kyoto negotiations because the United States is not part of the protocol.

Under the 1997 Kyoto accord, 35 industrialized countries committed to reducing emissions by an average five per cent below 1990 levels by 2012.

But Britain is one of only a handful of industrialized countries whose greenhouse gas emissions have fallen in the last one-and-a-half decades, the United Nations said Monday.

The UN said Germany's emissions dropped 17 per cent between 1990 and 2004, Britain's by 14 per cent and France's by almost one per cent.

Overall, there was a 2.4 per cent rise in emissions by 41 industrialized countries from 2000 to 2004. That was blamed mostly on former Soviet-bloc countries, whose emissions declined in their economic downturn of the 1990s, then increase by 4.1 per cent during the most recent four-year period.

The British government is considering new "green taxes" on cheap airline flights, fuel and high-emission vehicles.

British Treasury chief Gordon Brown, who commissioned the Stern report, said former U.S. vice-president Al Gore, who has emerged as a powerful environmental spokesman, would advise the government on climate change.

Mr. Brown said Britain would lead the international effort against climate change, establishing "an economy that is both pro-growth and pro-green."

He called for Europe to cut its carbon emissions by 30 per cent by 2020 and 60 per cent by 2050.

The British government is considering new "green taxes" on cheap airline flights, fuel and high-emission vehicles.

THE GLOBE AND MAIL: First page: \$7-trillion warning on global warming – Monday, October 30, 2006

ALAN FREEMAN , Globe and Mail Update

Global climate change will cost the world economy as much as \$7-trillion in lost output and could force as many as 200 million people out of their homes because of flood or drought unless drastic action is taken by governments worldwide, a report to the British government says.

Prepared by Sir Nicholas Stern, the World Bank's former chief economist, the report is not due out officially until Monday, but publication of its highlights during the weekend has already created shock waves. Commissioned by Britain's Chancellor of the Exchequer, Gordon Brown, it is considered significant because it is the first such contribution to the international debate on global climate change that comes not from a scientist but an eminent economist. But it is sure to spark criticism from climate-change skeptics. A group of nine British economists, including former British cabinet minister Nigel Lawson earlier described the Stern study as "a misdirected exercise."

In the 700-page report, Sir Nicholas warns of the cost of uncontrolled climate change caused by soaring greenhouse gas emissions.

"Our actions over the coming few decades could create risks of major disruption to economic and social activity later in this century and in the next, on a scale similar to those associated with the great wars and the economic depression of the first half of the 20th century," Sir Nicholas writes.

Canada signed up to the Kyoto agreement and agreed to reduced greenhouse gas emissions by 6 per cent below its 1990 levels between 2008 and 2012. Instead, those emissions are up considerably and the Conservative government has conceded it won't come close to meeting those commitments.

The report suggests that 1 per cent of global domestic product be spent immediately on dealing with climate change, to avoid higher costs later. Failure to act would lead

to a drop of 5 to 20 per cent of global GDP and make large swaths of the Earth's surface uninhabitable.

Even if the pace of growth of emissions did not rise beyond current levels, the level of gases in the atmosphere would double preindustrial levels by 2050 to 550 parts per million. And based on current trends, average global temperatures will rise by two to three degrees Celsius within the next half century compared with where they were prior to 1850.

It also warns that the developing world will be hit first and hardest and that the richer countries have a responsibility to help them adapt.

Sir Nicholas argues that spending money now on measures to reduce greenhouse-gas emissions will pay for themselves many times over.

But he concludes that even with this spending, the world cannot escape all the damaging consequences of climate change.

In an effort to control the growth of greenhouse-gas emissions, radical action is required, including reducing the carbon emissions of the electric-power sector of the world economy by 60 to 70 per cent and an end to all deforestation.

The report estimates that deforestation already accounts for 18 per cent of global emissions.

Britain's Environment Secretary, David Milband, said that until now the debate on global climate change has been dominated by moral and scientific arguments.

"Now it is being joined on economic grounds. Up to 20 per cent of GDP of industrialized countries like this — think of the enormous economic impact that would have," Mr. Milband said.

"The science tells us that we have got 10 to 15 years to radically change the way in which we produce energy and fuel," he added. Reports say that the British government is considering a series of measures to reduce greenhouse gas

emissions, including a carbon tax, and higher gasoline taxes.

CYBERPRESSE: SELON UNE ÉTUDE : Le réchauffement climatique pourrait coûter 7500 milliards \$ - Le lundi 30 octobre 2006

Londres

Le réchauffement climatique pourrait coûter à l'économie mondiale jusqu'à 7000 milliards de dollars si les gouvernements ne prennent pas des mesures radicales au cours des 10 prochaines années, avertit une étude d'un ancien responsable de la Banque mondiale, dont l'hebdomadaire dominical *The Observer* publie des extraits. L'étude présentée lundi par Sir Nicholas Stern, ancien chef économiste de la Banque mondiale, prévient également que le nombre de réfugiés, victimes de la sécheresse ou d'inondations, pourrait s'élever à quelque 200 millions de personnes.

Selon *l'Observer*, cette étude de 700 pages est la première contribution de poids d'un économiste à un phénomène jusque là l'apanage des scientifiques. Le rapport de M. Stern, qui avait été commandé il y a un an par le ministère britannique de l'Économie pour mieux cerner les répercussions du réchauffement climatique sur l'économie du globe, prévoit que celui-ci pourrait provoquer une récession mondiale.

«Cela va nous donner des arguments», a déclaré une source gouvernementale britannique anonyme citée par l'hebdomadaire. «Je crois que le débat en la matière est à un tournant de même que nous l'étions en 2004-2005 en terme de science», a ajouté cette source.

Selon *l'Observer*, le coût du réchauffement climatique pourrait aller jusqu'à 6,8 trillions de dollars si les choses restent inchangées soit plus que les deux guerres mondiales ou la grande dépression de 1929, tout en rendant de grandes parties de la planète inhabitables.

Même si une fin immédiate était mise à la pollution, ajoute *l'Observer*, les gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère continueraient à provoquer un réchauffement du climat pendant encore une trentaine d'années avec le niveau des mers s'élevant encore pendant un siècle.

L'ancien économiste de la Banque mondiale a calculé, souligne l'hebdomadaire, que l'humanité devrait dépenser 1% du PIB annuel de la planète.

Le problème est tellement urgent qu'un nouvel accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, remplaçant

le protocole de Kyoto, devrait être conclu dès l'année prochaine plutôt qu'en 2010-2011 comme prévu, estime l'auteur de l'étude par l'augmentation des émissions de la Chine.

Le contenu de l'étude de Sir Nicholas Stern a été présenté aux ministres de l'Environnement à Mexico au début du mois, où il a clairement expliqué à tous que «ne rien faire n'était pas une option» et que la «nécessité d'action était urgente», a indiqué une source gouvernementale britannique, citée par ailleurs par *The Independent*.

Selon le journal, le ministère britannique des Finances espère que cette étude servira à provoquer un revirement de l'opinion aux États-Unis et à combattre l'assertion du gouvernement américain que la réduction des émissions de gaz à effet de serre est dommageable pour la croissance économique.

Le réchauffement climatique pourrait déclencher une récession économique mondiale «d'une ampleur catastrophique», a prévenu lundi sir Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale.

S'il n'est pas endigué, le réchauffement climatique va entraîner un «ralentissement très grave» de l'économie mondiale, a déclaré Sir Stern lors d'une conférence de presse consacrée à la publication du rapport.

Il avait été mandaté début 2005 par le gouvernement britannique de Tony Blair pour évaluer les conséquences économiques du réchauffement climatique pour le Royaume-Uni et le monde d'ici 2100.

C'est le rapport «le plus important sur le futur que j'aie jamais reçu depuis que je suis devenu premier ministre», a déclaré Tony Blair dans une lettre ouverte publiée lundi matin dans le tabloïd *The Sun*, le plus lu du pays.

«Le rapport Stern devrait être considéré à travers le globe comme le dernier mot sur la raison pour laquelle le monde doit agir maintenant pour limiter les dégâts que nous causons à notre planète», a-t-il ajouté.

Selon Sir Stern, les pays les plus pauvres seront touchés les premiers mais «il est juste que les pays riches payent un peu plus» que leur quote-part sur le 1% de PIB nécessaire pour lutter contre le réchauffement climatique.

24 HEURES : Les syndicats sensibilisent – Mardi 31 octobre 2006

Les syndicats sensibilisent

Les trois fédérations de syndicats d'enseignants ont initié une vaste campagne de sensibilisation

politique avec l'appui des étudiants des cégeps. Cette campagne fait suite à la décision du gouver-

nement Charest d'imposer les conditions de travail à tous les employés du secteur public jusqu'en 2010. Les syndicats estiment que c'est l'unique moyen dont ils disposent pour se sortir de ce qu'ils considèrent comme un carcan, sans pour autant désobéir à la loi. Outre l'éducation, le vieillissement de la population, la dette publique et la distribution équitable de la richesse sont autant de thèmes qui feront l'objet de cette réflexion. (LCN)

LA PRESSE : Les enseignants proposent une brochure politique aux cégépiens - Le lundi 30 octobre 2006

Mario Girard

Les trois fédérations de syndicats d'enseignants des cégeps ont lancé une brochure à l'intention des 100000 cégépiens de la province.

Cette campagne d'information se veut une «sensibilisation politique» à différentes réalités que vivent les élèves.

Précédée d'une certaine controverse, cette brochure, qui sera distribuée à compter d'aujourd'hui, n'est pas, selon ses auteurs, un outil de propagande pour inclure les élèves dans les démarches syndicales des enseignants.

«Ce sont des textes d'opinion qui s'inscrivent en faux face à un discours dominant dans la société qui est souvent reproduit à grande échelle, dit Guy Desmarais, vice-président de la Fédération autonome du collégial (FAC).

Il est important de comprendre que ces textes apportent des idées qui ne sont pas présentées comme des vérités incarnées.»

Plusieurs thèmes

En plus de la FAC, la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEQQ-CSN) et la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ) ont collaboré à ce document, dont les textes sont tous signés par des membres des syndicats.

Cette brochure, qui sera diffusée grâce à la collaboration des associations étudiantes, traite de plusieurs thèmes, notamment celui de la liberté syndicale comme moteur de la démocratie.

On en profite pour revenir sur quelques moments historiques qui ont marqué des négociations difficiles entre le gouvernement du Québec et ses employés.

Bien sûr, on insiste sur la loi 142, qui, depuis le 15 décembre 2005, a mis «brutalement» fin aux négociations qui avaient cours. Cette loi interdit jusqu'en 2010 toute altération ou tout ralentissement de travail, sous peine

d'amendes importantes. «Je ne vous cache pas qu'il est vrai qu'on se sent muselé par la loi 142 et que cette sensibilisation vise à créer un débat à l'intérieur de l'arène, dit Ronald Cameron, président de la FNEEQ. C'est clair que cette brochure véhicule des idées. Si c'est de cela dont on veut nous taxer, on tombe dans le daleau. »

On aborde également le rôle de l'éducation collégiale, les droits de scolarité, le vieillissement de la population, la dette nationale, la nature du bien commun et la distribution de la richesse.

Un titre accrocheur

Le Demain vous appartient, en couverture, rappelle évidemment le fameux slogan «Demain nous appartient» du Parti québécois lors de sa campagne de 1976. Mais pour les responsables de la brochure, il ne faut pas sauter aux conclusions trop rapidement.

«Vous ne trouverez aucune référence au PQ dans cette brochure, dit Mario Beauchemin de la FAC. Si le titre semble y faire référence, ça nous a échappé. Nous, ce qu'on veut dire, c'est que ces thèmes sont trop importants pour être laissés entièrement aux commentateurs politiques.»

Dans le processus de préparation de l'ouvrage, il y a eu des rencontres avec des étudiants afin de voir si les thèmes abordés les interpellent.

Deux représentants de regroupements étudiants, présents à la conférence de presse d'hier, ont appuyé sans détour cette démarche.

Les enjeux

«Cette brochure aborde les enjeux de ceux qui vivent à l'intérieur des cégeps, a déclaré Francis Hamel, de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSEE). Voilà pourquoi on appuie cette opération. Ces enjeux sont tous connexes.»

Pour Étienne Hudon-Gagnon, de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), l'opuscule va contribuer à stimuler le débat. «Je retiens que ça se fera dans les cégeps et, à cet égard, je trouve que ces lieux sont propices à

l'animation. Nous avons des cours de philosophie au cégep. C'est là que nous commençons à être stimulés. On est donc fier d'appuyer un projet comme celui-là.»

LE DEVOIR : Une *brochure à saveur politique* sera distribuée dans les collèges – Les syndicats d'enseignants n'y voient aucune propagande – Édition du lundi 30 octobre 2006

Une brochure à saveur politique sera distribuée dans les collèges

Les syndicats d'enseignants n'y voient aucune propagande

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD

Comme les syndicats d'enseignants de collège l'avaient promis, 117 000 exemplaires de la brochure *Parlons politique* seront distribués dans les cégeps au cours des prochaines semaines afin de «provoquer le débat». Causant la controverse alors qu'il n'était encore qu'un projet, le document de neuf textes à saveur politique ne sera pas obligatoire en classe, mais n'y sera pas prohibé non plus.

Demain vous appartient, Parlons politique: tel est le titre de la brochure d'une soixantaine de pages conçue par les trois syndicats d'enseignants du cégep (la Fédération nationale des enseignants du Québec, FNEEQ-CSN, la Fédération des enseignants de cégep, FEC-CSQ, et enfin la Fédération autonome du collégial, FAC). Abrutant des textes critiques, notamment sur la loi 142, la dette québécoise, la démographie, les droits de scolarité ou la place de l'État dans la société, le document sera distribué selon les modalités décidées par les syndicats locaux et les associations étudiantes de chaque cégep.

Les trois syndicats, qui ont dévoilé le document hier, ne veulent pas imposer l'utilisation du document dans les salles de cours, mais ne peuvent en revanche pas empêcher les enseignants de s'en servir comme document de référence. «Certains enseignants nous ont dit: "Il n'est pas question que vous m'obligiez à prendre la brochure dans ma classe." Mais au contraire, d'autres disent: "Pas question que vous m'interdisiez de l'utiliser"», a relaté vendredi Ronald Cameron, président de la FNEEQ.



SOURCE FNEEQ

Ronald Cameron, président de la FNEEQ

Certains ont déjà indiqué qu'ils feraient la promotion du dépliant à l'occasion de causeries le midi, à la cafétéria. D'autres ont lancé l'idée d'une «dictée à la Bernard Pivot» utilisant un texte ou l'autre. Des associations étudiantes ont toutefois prévenu qu'elles n'étaient pas favorables à la circulation du document de réflexion jusque dans les classes, a expliqué Étienne Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

La FECQ et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) appuient toutes deux cette initiative et ont été consultées dans l'élaboration de la brochure. Elles ont toutefois laissé aux associations locales la responsabilité de décider de la mise en œuvre du document. À elles deux, la FECQ et l'ASSE couvrent environ la moitié des associations étudiantes collégiales du Québec.

Développer le sens critique

En septembre, le projet de brochure avait été associé par certains à de la propagande politique et à une volonté d'embrigadement. «Avant même sa parution, le document que vous avez entre les mains a provoqué un petit tourbillon médiatique», peut-on y lire en guise d'introduction. «Le chef d'une formation politique s'est même insurgé contre le fait qu'on veuille "chercher à enfermer les étudiantes et les étudiants dans un corridor idéologique"», poursuit-on, faisant allusion à un commentaire du chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont. «Est-ce de la propagande? À vous d'en juger», peut-on lire en fin de préambule.

«On a fait ça pour développer le sens critique des étudiants, pour susciter le débat», a expliqué M. Cameron. «Ce n'est pas de l'embrigadement ni de la propagande. Mais c'est un exercice audacieux de diffusion d'idées.»

Le document souligne par exemple «l'omniprésence du discours néolibéral» et n'évite pas non plus «la loi spéciale de décembre 2005». C'est la loi 142 qui a donné naissance au projet. «Nous avons voulu faire la démonstration qu'on ne peut pas museler les enseignants qui ont des choses à dire dans le respect de l'espace des collèges», note M. Cameron.

Vigilance

La Fédération des cégeps a prévenu vendredi qu'elle n'accepterait pas que la brochure soit utilisée dans un espace pédagogique. «Un débat le midi à la cafétéria, ça ne me semble pas poser de problème», a noté vendredi le président de la Fédération, Gaëtan Boucher.

«Mais tout ce qui est rogné sur le temps de classe pour faire de l'éducation politique me dérange fortement. S'il le faut, nous allons rappeler aux enseignants ce pour quoi on les embauche.»

Alors que ce projet était publicisé, M. Boucher a rencontré l'ensemble des directions des études des collèges afin de leur «rappeler la vigilance qu'ils doivent exercer autour de l'utilisation du document», a expliqué le président. La loi 142 ne permet pas, par exemple, que «le fonctionnement des collèges soit altéré» par les activités syndicales. «Nous n'avons aucun intérêt à ce que la loi 142 soit violée dans nos établissements, et je n'ai pas manqué de le rappeler aux syndicats», a ajouté Gaëtan Boucher.

Un œil avisé n'aura d'ailleurs pas manqué d'observer que chacun des neuf textes est signé par de hauts dirigeants des trois syndicats sans toutefois que leur titre soit accolé à leur texte. Ainsi, Ronald Cameron y exprime ses idées sur l'éducation comme bien de marchandisation, sans que le lecteur sache qu'il dirige la FNEEQ. Un mince paragraphe en début de brochure prévient que «les signataires des textes qui suivent occupent toutes et tous une fonction dans l'une des trois fédérations d'enseignants du collégial». Les logos des trois syndicats sont imprimés au verso de la brochure, mais peu d'éléments permettent d'en associer le contenu aux organisations syndicales.

«Nous avons voulu signer comme individu exprimant une opinion», explique M. Cameron, qui s'est défendu d'avoir voulu gommer l'identité syndicale ou éviter la transparence en faisant ce choix.

Le Devoir

Une brochure contre la loi 142

Les profs de cégep lancent une campagne de sensibilisation politique auprès des étudiants

Marc Allard
mallard@lesoleil.com

Près d'un an après l'adoption de la loi 142 sous le bâillon, les trois fédérations de syndicats d'enseignantes et d'enseignants de cégep lancent une campagne de sensibilisation politique dans les cégeps, avec l'appui des deux organisations étudiantes.

« C'est comme un cri d'alarme qu'on lance auprès des étudiants qu'on fréquente à tous les jours », lance Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec, joint au téléphone.

Annoncée en septembre, la campagne comporte une brochure contenant une série d'articles signés. Ceux-ci abordent entre autres des questions soulevées par le recours à la loi 142, qui interdit notamment aux enseignants des cé-

geps de faire la grève. « On ne peut ni ralentir, ni perturber, ni même altérer le fonctionnement des institutions », précise M. Cameron.

Ce dernier se défend de vouloir faire de la politique partisane par l'entremise des étudiants. Le but est plutôt de « créer des solidarités plus fortes entre les étudiants et les profs », dit-il.

D'autres problématiques, telles le vieillissement de la population, la dette québécoise, l'état des finances publiques et la « marchan-

disation » de l'éducation seront aussi abordées dans la brochure, qui sera prétextée à plusieurs débats le midi.

« C'est du travail à long terme, du travail d'éducation politique »

La démarche, initiée par la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

(FNEEQ-CSN), a été appuyée par la Fédération autonome du collégial (FAC) et la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ).

« C'est sûr que c'est du travail à long terme, du travail d'éducation politique, dit Ronald Cameron. On n'aura pas de retombées bénéfiques immédiates, c'est plus dans une perspective de constituer un front de gens qui sont en mesure de mieux résister aux orientations qui sont mises en place par le gouvernement en éducation ».

LA TRIBUNE : UNE BROCHURE DISTRIBUÉE PAR LES SYNDICATS : Les cégépiens invités à débattre - Le lundi 30 octobre 2006

Claude Plante, SHERBROOKE

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke seront invités à débattre des enjeux politiques en recevant une brochure distribuée par les syndicats du personnel enseignants. Le lancement se fait en marge du déclenchement possible d'élections au Québec.

Même s'il n'est pas question de faire de la propagande, on avoue que le document « Demain vous appartient » présente une vision de gauche. « Nous faisons confiance à l'intelligence des jeunes du Cégep. Il n'est pas question d'obliger les enseignants à le distribuer, mais nous voulons provoquer des débats et des discussions », commente Catherine Ladouceur, présidente du Syndicat du personnel enseignant

du Cégep de Sherbrooke. « S'il y a des élections prochainement, les étudiants auront en main toutes les options. Nous espérons que les parents en discuteront avec leurs jeunes. »

Ce guide qui doit être distribué dans les cégeps du Québec a été imprimé à 100 000 exemplaires. Du côté de l'établissement collégial de l'arrondissement de Fleurimont, on espère en distribuer 4500.

Pour la présidente de la CSN Estrie, Jean Lacharité, ce guide s'inscrira dans la foulée du débat créé par les sorties publiques des Québec Lucide à droite et Québec Solidaire à gauche.

Plus de détails à venir dans La Tribune.

MÉTRO : Les étudiants des cégeps doivent s'affirmer – Lundi 30 octobre 2006

Les étudiants des cégeps doivent s'affirmer

ÉDUCATION Trois fédérations de syndicats d'enseignants de cégep ont lancé, hier, une campagne de sensibilisation politique dans les cégeps, avec l'appui des deux organisations étudiantes du collégial. Annoncée en septembre, cette campagne vise à rejoindre plus de 100 000 étudiants et à les inviter à discuter des enjeux majeurs du paysage politique québécois actuel. MÉTRO

LCN : Cégeps : Les syndicats lancent une campagne de sensibilisation - Mise à jour: Dimanche 29 octobre 2006, à 20:46

Les trois fédérations de syndicats d'enseignants lancent une vaste campagne de sensibilisation politique avec l'appui des étudiants de cégeps.

Cette campagne est la conséquence directe de la décision du gouvernement Charest, en décembre dernier, d'imposer les conditions de travail à tous les employés du secteur public jusqu'en 2010.

Les syndicats d'enseignants estiment que c'est le seul moyen dont ils disposent pour se sortir de ce qu'ils considèrent comme un carcan, sans pour autant désobéir à la loi.

Cette action, qui se veut non partisane, insistent ses instigateurs, n'est pas étrangère à la tenue d'élections générales au Québec dans les 12 prochains mois.

Évidemment, cette action ne sera un succès que dans la mesure où les 100 000 étudiants de cégeps y adhéreront, mais ils sont déjà bien au fait des enjeux à venir.

Outre l'éducation, le vieillissement de la population, la dette publique et la distribution équitable de la richesse sont autant de thèmes qui doivent faire l'objet de cette réflexion qui s'amorce.

THE GAZETTE : CEGEP teachers launch political awareness campaign- Will begin distributing brochures critical of the provincial government and Bill 142 – Monday, October 30, 2006

CEGEP teachers launch political awareness campaign

Will begin distributing brochures critical of the provincial government and Bill 142

KATE LUNAU
THE GAZETTE

CEGEP teachers across Quebec are to begin distributing a brochure critical of the provincial government.

The brochure, to be handed out to students, is titled *Let's Talk Politics*. It was prepared by three

federations of CEGEP teachers' unions and will be available in every CEGEP in Quebec, reaching more than 100,000 students, beginning today.

"This political awareness campaign results from the immensely repressive apparatus put in place by the government in the form of (Bill 142)," said Ronald Cameron,

president of the Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, one of the unions involved.

Passed on Dec. 15, 2005, after a series of strikes closed schools, Bill 142 imposes fines on the province's 500,000 public-sector workers for walking off the job or using other pressure tactics.

"We wanted to channel our legitimate frustration into something constructive," Cameron said, adding that the brochure is non-partisan and "not propa-

ganda."

The brochure features 10 short opinion pieces written by members of the three teachers' unions. Subjects covered include Quebec's aging population, the provincial debt and the role of government. It is available in English and French.

The two other unions involved are the Fédération autonome du collégial and the Fédération des enseignantes et enseignants de CEGEP. Mario Beauchemin, president of FEC, indicated how

the text may be used in CEGEPS across Quebec.

"A table manned by teachers and students could be set up near the cafeteria or a common room to hand out the brochure, and explain the reasons behind it," he said.

Beauchemin went on to suggest debates, information kiosks and classroom workshops as other ways to get the brochure to students.

"It's up to student groups and teachers to decide how to use it,"

Beauchemin said. Teachers are not compelled to use the brochure in their classes.

Étienne Hudon-Gagnon spoke on behalf of the Fédération étudiante collégiale du Québec, a student group supporting the project.

"This brochure will inspire debate in CEGEPS, and we place great importance on debate," Hudon-Gagnon said.

klunau@
thegazette.canwest.com

Manifestation contre la présence canadienne en Afghanistan

MÉTRO : Manifestation à la flotte – Lundi 30 octobre 2006



ENVIRON 500 personnes ont marché dans la rue à Montréal, tenant une pancarte d'une main et un parapluie de l'autre, à l'occasion d'une manifestation canadienne pour réclamer le retrait des troupes d'Afghanistan, samedi.

24 HEURES : Pour le retrait des soldats – Lundi 30 octobre 2006

POUR LE RETRAIT DES SOLDATS



- photo PC

Tout au long de la fin de semaine, des manifestations pour le retrait des soldats canadiens de l'Afghanistan ont eu lieu à travers le pays. Des centaines de manifestants ont marché dans les rues du centre-ville de Montréal samedi en plus de se regrouper dans un parc de la métropole, hier matin.

RADIO-CANADA / NATIONAL : Afghanistan : Manifestations pour le retrait des troupes - Mise à jour le dimanche 29 octobre 2006 à 4 h 56

Plus d'info :

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2006/10/28/001-manifs-afghanistan.shtml>

Nouvelles

[Afghanistan : « Le Canada rate sa mission », dit le Conseil des Canadiens](#)

Dossier

[L'Afghanistan en danger](#)

Audio et Vidéo

Nancy Audet résume cette journée de mobilisation pancanadienne.

Alain Saint-Ours a suivi la manifestation à Québec.

Des centaines de personnes ont manifesté samedi dans une trentaine de villes du Canada pour réclamer le retrait des Forces canadiennes de l'Afghanistan.

Les manifestants soutiennent que le Canada ne fait que jouer le jeu des Américains en participant aux opérations visant à chasser les talibans du sud du pays et à reconstruire l'Afghanistan.

À Montréal, 500 personnes ont bravé le mauvais temps pour manifester, répondant ainsi à l'appel du collectif Échec à la guerre.

On comptait aussi environ 200 manifestants à Halifax, 300 à Ottawa, 75 à Edmonton, et 600 à Vancouver.

Il s'agit du premier mouvement pancanadien de dénonciation de la présence militaire du Canada dans ce pays.

Une mission mal définie, selon Jack Layton

Devant quelques centaines de personnes rassemblées devant le consulat américain à Toronto, le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, a demandé le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan.

Selon lui, la mission canadienne est mal définie, sans but précis et sans stratégie de sortie. Il a déclaré que la présence canadienne en Afghanistan nourrit l'extrémisme.

M. Layton a cité le président afghan, Hamid Karzaï, qui a déclaré que les bombardements n'anéantissaient pas les talibans, mais détruisaient les villages.

Le chef du NPD estime aussi que les conditions de vie des Afghans ne se sont pas améliorées. En raison des combats dans la région de Kandahar, des Afghans ont été obligés de quitter leurs foyers pour aller se réfugier dans des camps, a-t-il affirmé.

M. Layton a indiqué que pour chaque dollar dépensé pour l'aide humanitaire, 10 \$ sont dépensés dans l'effort de guerre.

Il considère que la mission canadienne en Afghanistan, inspirée par le président américain Bush, ressemble de plus en plus au borbier irakien.

À la fin de son allocution, M. Layton a proposé une démarche pour le retrait du Canada d'Afghanistan:

- Retirer les troupes de façon prudente et sécuritaire;
- Prendre contact avec les partenaires de l'OTAN, dont ceux qui ne sont pas impliqués en Afghanistan, pour que le Canada prenne la tête d'un mouvement pour une solution diplomatique;
- Établir un nouveau rôle pour le Canada dans ce pays;
- Mettre en place une politique étrangère indépendante du Canada.

Tout juste de retour d'Afghanistan, la ministre de la Coopération internationale, Josée Verner, soutient pour sa part qu'il ne peut y avoir de mission humanitaire en Afghanistan sans participation militaire. Selon elle, les progrès humanitaires réalisés dans le pays depuis cinq ans sont trop facilement oubliés.

Près de 2500 soldats canadiens sont déployés dans le pays, surtout dans la province de Kandahar en proie à une insurrection talibane violente. Depuis 2002, 42 militaires et un diplomate canadiens sont morts en Afghanistan.

LA PRESSE : DANS PLUSIEURS VILLES DU CANADA : Manifs pour le retrait des soldats en Afghanistan - Le dimanche 29 octobre 2006

Mario Girard

Des manifestations pour le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan se sont déroulées hier dans 35 villes canadiennes. Le mauvais temps à Montréal n'a pas découragé les quelques centaines de manifestants venus marcher sous leur parapluie.

Organisé à l'initiative de quatre organismes canadiens, cet événement a réuni plusieurs organismes, syndicats et groupes de pression faisant la promotion de la paix dans le monde.

«On est venus dire aujourd'hui que les raisons qu'on nous donne pour faire la guerre sont fausses, a dit Raymond Legault, de la coalition Échec à la guerre. Il n'y a pas de démocratie véritable en Afghanistan en ce moment. Le Parlement afghan est composé à plus de 50% de gens qui sont liés au trafic de la drogue ou qui possèdent des dossiers de violation des droits de la personne. Bref, la prétention qu'on est en train de servir la démocratie en appuyant les forces qui sont là-bas est erronée.»

Selon M. Legault, la présence de troupes militaires étrangères a, au bout du compte, des effets néfastes sur la situation afghane. «Une présence militaire étrangère a tendance à polariser une société et non pas à atténuer les

tensions, dit-il. Ça fait monter les tensions. On le constate d'ailleurs en Irak.»

Quelques représentants de partis politiques ont tenu à participer à cette manifestation. On a pu apercevoir des membres du Nouveau Parti démocratique et de Québec solidaire.

«Le peuple afghan a besoin de paix, a déclaré Françoise David, porte-parole de Québec solidaire. La reconstruction du pays passe par les ONG locales, les démocrates afghans et même les députés honnêtes, puisqu'il y en a au Parlement afghan.»

Ailleurs au Canada

Ailleurs au pays, les manifestants ont répété le même message. Un Canadien d'origine américaine, John Townsend, 60 ans, de Halifax, dit avoir quitté son pays natal dans les années 1970 parce qu'il était désillusionné par la politique de son gouvernement. Il affirme que les troupes canadiennes ne devraient être en Afghanistan que pour assurer le maintien de la paix.

À Toronto, par un temps froid et venteux, le chef du NPD, Jack Layton, a réaffirmé l'urgence de rappeler les troupes. À Edmonton, 75 personnes ont bravé la première chute de neige de la saison pour participer à la manif et, à Halifax,

près de 200 personnes se sont réunies autour du cénotaphe, en face de l'hôtel de ville. Certains manifestants ont même exigé que le Canada se retire de l'OTAN. À Vancouver, environ 600 personnes ont arpenté le centre-ville pour terminer leur marche au centre d'art de Vancouver. Les gens se sont réunis autour d'une représentation de George Bush tenant une marionnette à l'effigie de Stephen Harper.

Des manifestations ont aussi eu lieu à Québec, Gatineau, Victoria, Calgary et Saint-Jean de Terre-Neuve, notamment. De leur côté, plusieurs milliers d'Américains sont descendus hier dans les rues de Los Angeles et de San Francisco pour protester contre la guerre en Irak et conspuer l'administration de George W. Bush, à 10 jours des élections de mi-mandat. Avec AFP et PC.

THE GLOBE AND MAIL: Canadians protest Afghanistan mission – Sunday, October 29, 2006

Canadian Press

HALIFAX — Driving wind, stubborn rain and even the season's first snowfall couldn't keep hundreds of people from taking part in rallies Saturday urging the federal government to bring Canadian troops home from Afghanistan.

Protesters gathered in cities across the country to express their unhappiness with the mission in that country.

In Toronto, several hundred people huddled outside the U.S. Consulate as NDP Leader Jack Layton repeated his call for Canadian troops to be brought home.

"[The mission is] not well constructed, it's unbalanced, we're putting 10 times as much into the military side as we are into aid, and we now have famine and real problems spreading in Afghanistan," he told the crowd through the rain.

"It's time for Canada to take a new path."

Demonstrators included the elderly, students, children and members of the U.S. military who have chosen to come to Canada to avoid serving with American forces in Iraq.

Christopher Taske, who served in Afghanistan with the U.S. military and came to Canada with his wife Stephanie earlier this month, said his feelings were bittersweet as he stood in front of cheering supporters.

"We refuse to participate in an illegal and immoral war under the guise of freedom," he said.

Meanwhile, nearly 500 people snaked their way through downtown Montreal, sporting anti-war placards in one hand and umbrellas in the other.

"I believe this war is not against terrorism, it's against Islam," John Mallette said as he clutched a sign that read "Support our troops, bring them home."

"If you support our troops, don't bring them back in body bags."

A badly outnumbered trio of demonstrators showing their support for the Afghan mission stood a stone's throw from the anti-war protest.

"Canadians are not well informed," said George, a Lebanese-Canadian who didn't want his last name used.

"Each time a Canadian dies, they talk about it for three days, and they are not saying what the Canadians are doing good in Afghanistan."

It was an opinion echoed by some who have first-hand experience of the mission.

"People just get the wrong impression of what we're doing over there," said Cpl. Steven Jiovannetti as he stopped for gas near the Edmonton Garrison Saturday afternoon.

Cpl. Jiovannetti spent six months navigating the dangerous, rutted roads around Kandahar, driving trucks carrying

humanitarian aid like food, cooking fuel and school books to Afghan villagers.

"There's a lot of bad things happening over there, but we're there for the good of everybody," he said.

Across town, about 75 people braved the season's first lasting snowfall to attend the local anti-war rally.

Many acknowledged the difficulty of opposing the Afghan mission in a province with a strong military tradition.

Brian Mason, who leads Alberta's NDP, said military families in the province often look for "some really good reason why they're involved in what they're doing."

"But, I think that increasingly, some of them are starting to question why their loved ones are over there."

In Halifax, about 200 people gathered at the cenotaph in front of city hall. Some waved Canadian flags while others carried signs demanding Canada pull out of Afghanistan and NATO.

John Townsend was among those calling for Canadian troops to adopt a peacekeeping role in Afghanistan.

"I think that would send a clear message to the Afghan people that we are here for you, not against you," he said.

In Vancouver, about 600 people showed up for a rally that wound its way through the downtown core and finished in front of the Vancouver Art Gallery.

Protesters included British Columbia New Democrat MPs Libby Davies, Dawn Black, Peter Julian and Bill Siksay.

Speakers who addressed the crowd from the steps of the gallery stood next to a life-sized George W. Bush Grim Reaper statue, which held a marionette of Stephen Harper.

Michelle Ghousoub, 14, said being at the protest was her small way of contributing to peace.

"I think that Canada should be giving money for peace," she said. "I don't think you can create peace by war."

Demonstrations were also held in Quebec City and St. John's, N.L.

The modest crowds across the country Saturday come as a poll suggested a majority of Canadians still support the military's more aggressive role in Afghanistan.

The survey, conducted for the Canadian Defence and Foreign Affairs Institute, revealed that 55 per cent of Canadians are in favour of dangerous missions for the Forces, as long they believe the mission's goals are just.

But Mr. Layton remained optimistic that opposition to the mission is growing, insisting that Saturday's protests only hinted at wider-spread unease within the public.

"I think what we're seeing here is the beginning of a popular expression of deep concern, somewhat like what we saw back in the day when we were thinking about would we go into Iraq, or would we become part of the missile defence program of George Bush," he said.

"Canadians don't want to go in these directions."

There are more than 2,000 Canadian soldiers in Afghanistan. Forty-three Canadians have been killed in Afghanistan since 2002.

RADIO-CANADA / ONTARIO: Retrait des troupes en Afghanistan : Les Ontariens manifestent - Mise à jour le samedi 28 octobre 2006 à 17 h 00

Des manifestations ont eu lieu samedi à Toronto, Ottawa et à Windsor pour réclamer le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan.

Dans la métropole provinciale, les manifestants se sont regroupés à 13h00 devant le consulat américain à Toronto. Les organisateurs soulignent que la guerre en Afghanistan ne regarde pas le Canada, qui y a déjà dépensé plus de quatre milliards de dollars.

À Windsor, c'est la Coalition pour la paix qui a organisé un rassemblement au square Charles Clark, en face de l'Hôtel de Ville. Une marche s'en est suivie dans le centre-ville.

Des manifestations similaires ont eu lieu dans une trentaine de villes canadiennes. Les manifestants soutiennent que le Canada ne fait que jouer le jeu des Américains en participant aux opérations visant à chasser les talibans du sud du pays et à reconstruire l'Afghanistan.

Il s'agit du premier mouvement pancanadien de dénonciation de la présence militaire du Canada en Afghanistan.

Mission mal définie, selon M. Layton

Au rassemblement de Toronto, le chef du Nouveau Parti démocratique, Jack Layton, a demandé le retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan.

Selon lui, la mission canadienne est mal définie, sans but précis et sans stratégie de sortie. Il a déclaré que la présence canadienne en Afghanistan nourrit l'extrémisme.

M. Layton a cité le président afghan, Hamid Karzaï, qui a déclaré que les bombardements n'anéantissaient pas les talibans, mais détruisaient les villages.

Le premier ministre Stephen Harper soutient, pour sa part, que le Canada doit aider les populations éprouvées en Afghanistan.

Près de 2500 soldats canadiens sont déployés dans le pays, surtout dans la province de Kandahar en proie à une insurrection talibane violente. Depuis 2002, 42 militaires et un diplomate canadiens sont morts en Afghanistan.

Quatre soldats décorés

Au même moment, quatre soldats canadiens qui ont servi en Afghanistan ont été décorés pour leurs actes de bravoure. Patrick Tower, Michael Denine, Collin Fitzgerald et Jason Lamont ont reçu l'Étoile ou la médaille de la vaillance militaire.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Afghanistan : Des manifestations pour ramener les troupes - Mise à jour le samedi 28 octobre 2006 à 13 h 18

Des centaines de personnes ont manifesté samedi dans une trentaine de villes du Canada pour réclamer le retrait des Forces canadiennes de l'Afghanistan. À Québec, l'événement a commencé à midi à la Place d'Youville. Les participants se sont ensuite dirigés vers la Citadelle et le manège militaire.

Les manifestants affirment que le Canada ne fait que jouer le jeu des Américains en participant aux opérations visant à chasser les talibans du sud du pays et à reconstruire l'Afghanistan.

Déjà, le Nouveau Parti démocratique a demandé le retrait des troupes canadiennes. Le premier ministre Stephen Harper soutient pour sa part que le Canada doit aider les populations éprouvées en Afghanistan.

Près de 2500 soldats canadiens sont déployés surtout dans la province de Kandahar, dans le sud du pays, en proie à une insurrection talibane violente. Depuis 2002, 42 militaires et un diplomate canadiens sont morts en Afghanistan.

LCN : Manifestations au Canada : «Retirez les soldats d'Afghanistan, M. Harper!» - Mise à jour: Samedi 28 octobre 2006, à 07:53

Des manifestations doivent se dérouler aujourd'hui dans une trentaine de villes du Canada pour exiger le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan.

À Montréal, c'est à l'appel du Collectif Échec à la guerre que des centaines de manifestants sont attendus à 12h30, au Square Dorchester. Le Collectif estime que le Canada joue le jeu des Américains.

Le gouvernement Harper prétend au contraire que le Canada a le devoir de contribuer à l'aide apportée aux populations éprouvées.

Le NPD et son chef, Jack Layton, exigent aussi le retrait des soldats canadiens de ce pays.

Une manifestation aura également lieu à midi au Parc Jacques-Cartier, à Gatineau, et à la place d'Youville, à Québec.

Sous financement des cégeps: Rapport Fillion

LE SOLEIL : Analyse : Cégeps et universités, même combat !, par Pierre Fortin et Pierre Malouin, professeur d'économie et physicien – Lundi 30 octobre 2006

Cégeps et universités, même combat !

En 2002, les universités québécoises ont comparé leur capacité financière à celle d'établissements analogues dans les autres provinces canadiennes. Sur cette base, elles ont évalué leur sous-financement annuel chronique à quelque 375 millions\$. La méthode de calcul des universités nous paraît adéquate, et elle n'a d'ailleurs pas été contestée. Nous ne serions pas surpris qu'aujourd'hui, en 2006, le sous-financement universitaire dépasse les 400 millions\$. La situation est dramatique pour nos universités et elle doit être corrigée dans les plus brefs délais. Les solutions comprennent un relèvement (fort attendu) des transferts fédéraux au titre de l'enseignement postsecondaire, mais elles devront aussi faire appel aux étudiants et à leurs familles, aux entreprises et aux contribuables. Le premier ministre du Québec et le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport ont déjà annoncé, au courant de l'été dernier, l'intention du gouvernement de réinvestir sans tarder dans l'enseignement postsecondaire. Comme les recteurs et les principaux du Québec, nous y voyons un signal important et encourageant.

COLLÈGES ET UNIVERSITÉS : INDISSOCIABLES

Mais il est primordial de comprendre qu'au Québec la question du financement de l'enseignement supérieur concerne non seulement les universités, mais également les collèges. Si plus de 250 000 étudiants québécois fréquentent l'université, les collèges en accueillent presque

200 000. La destinée des universités est indissociable de celle des collèges. Un diplôme collégial est la plupart du temps exigé pour accéder à l'université. De plus, les collèges ont une immense responsabilité dans le domaine de la formation technique. Tant la recherche québécoise (Fortin-Van Audenrode) que la recherche américaine (Angrist-Lewis) ont démontré que la formation des cégeps agit comme un puissant stimulant à la persévérance scolaire. Si la scolarité médiane des jeunes Québécois, à 15 années d'études complétées, dépasse aujourd'hui la médiane canadienne, c'est en bonne partie à cause des cégeps. Le cégep québécois est un joyau du système scolaire québécois. Il est donc absolument essentiel de sécuriser ses assises financières, tout autant que celles de l'université.

Tout comme les universités, les cégeps sont sous-financés, et le est l'importance de leur sous-financement ? Un peu plus de 305 millions\$ par année. Pour arriver à ce chiffre, nous n'avons évidemment pas pu employer la méthode comparative interprovinciale que les universités ont utilisée, puisqu'il n'y a pas d'établissements comparables aux cégeps à l'extérieur du Québec. L'un de nous (Pierre Malouin) a développé une méthode alternative qui évalue les trois grandes sources de sous-financement des cégeps : la sous-indexation répétée des subventions, la couverture incomplète des besoins essentiels comme les coûts de l'énergie et l'entretien des terrains et bâtiments, et la non-pri-



Tout comme les universités, les cégeps sont sous-financés, d'après l'analyse de MM. Fortin et Malouin.

soins incontournables comme le soutien de stages à l'étranger, les coûts de gestion des réseaux informatiques et l'achat de logiciels. Afin de valider cette méthode, nous l'avons appliquée à l'évaluation du sous-financement des universités. Le résultat est probant : le chiffre global que nous avons obtenu dans le cas des établissements universitaires est précisément du même ordre de grandeur que celui que

les universités ont estimé en appliquant leur propre méthode comparative.

L'IMPASSE TOTALE À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : 700 M\$

Notre méthode nous permet donc d'avancer avec une certaine confiance que le sous-financement annuel chronique des cégeps s'élève à 305 millions\$ en 2005-2006. Ce montant tient compte des réinvestissements

effectués dans le réseau collégial entre 2000 et 2006.

Il faudra donc parler désormais non pas seulement d'une impasse universitaire de 400 millions\$, mais d'une impasse totale de 700 millions\$ pour l'ensemble de l'enseignement supérieur québécois, cégeps inclus.

* Pierre Fortin est professeur d'économie à l'UQAM. Pierre Malouin est physicien. Il fut directeur général du financement de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation de 1997 à 2002.

Les cégeps réclament désormais 305 millions de plus

Une nouvelle étude corrige à la hausse les besoins des collèges

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Une nouvelle étude sur le sous-financement des cégeps gonfle la facture de 60 millions. Dévoilée hier par la Fédération des cégeps, l'analyse évalue désormais à 305 millions la cagnotte nécessaire pour «financer les cégeps à la hauteur de leurs besoins».

C'est d'ailleurs le nom de l'étude d'une quinzaine de pages, à laquelle ont participé l'économiste Pierre Fortin et l'ex-directeur du financement pour les réseaux collégial et universitaire du ministère de l'Éducation, Pierre Malouin. Alors que le réseau collégial trimbalait depuis plus de deux ans une demande de 245 millions pour satisfaire ses besoins, une nouvelle méthode de calcul rehausse cette facture de quelques dizaines de millions de dollars.

«Le chiffre de 245 millions, on y était arrivés selon une méthode empirique et les sceptiques en avaient contre notre manière d'y arriver», a expliqué hier le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher. «Nous avons décidé de nous doter d'une méthode crédible et pleinement rigoureuse, avec des critères qui tiendraient compte de nos besoins.»

Trois paramètres ont été explorés par les experts: la «sous-indexation», ou le fait que le financement n'ait pas suivi la hausse du coût de la vie (manque à gagner de 146 millions depuis 1994), le fait que les besoins des collèges ne soient pas financés à 100 % (perte de 83 millions) et que l'ensemble des dépenses ne soient pas compensées (manque de 155

millions). Au total, une fois retranché le réinvestissement effectué dans le réseau depuis 2000, c'est une facture de 305 millions qui pend désormais au bout du nez du gouvernement.

«Il y a des besoins qui sont vraiment là, ce n'est pas du vent!», s'est défendu M. Boucher lorsque interrogé sur ces années passées à exiger de Québec 245 millions. Les cégeps affirment qu'ils reçoivent 8000 \$ de subvention pour un étudiant qui leur en coûte en réalité 8800 \$, «ce qui crée un déficit à l'enseignement régulier de 15 millions par année», a ajouté M. Boucher.

L'étude fait également un parallèle constant avec ce que les autres réseaux de l'éducation — commissions scolaires et universités — peuvent soutirer de revenus auxquels les collèges n'ont pas accès (droits de scolarité, taxe scolaire). Si le réseau collégial dépend de Québec à hauteur de 86 %, celui des universités y est lié pour 53 % de son budget total.

«La loi ne nous permet pas de faire des déficits, mais les universités le peuvent! a évoqué M. Boucher. Peut-être que si on le pouvait, on le ferait nous aussi.» Interrogé sur les 40 millions en surplus qui demeurent dans les cégeps alors que ceux-ci crient au sous-financement, le président de la Fédération des cégeps a indiqué qu'il s'agissait d'un petit pourcentage sur un budget total de 1,4 milliard de dollars. «Parce que les universités font des déficits, elles sont de bons gestionnaires, alors que quand les cégeps font des surplus, ils seraient avariés? Ça ne tient pas la route», a-t-il fait valoir.

Le dévoilement de ce nouveau portrait était l'occa-

sion pour le réseau collégial de tourner ses demandes vers le gouvernement fédéral. À l'occasion d'une consultation prébudgétaire qui se tenait hier à Québec, M. Boucher a réitéré l'importance pour les cégeps et l'éducation postsecondaire de récupérer une portion des transferts fédéraux évaluée à 4,9 milliards de dollars pour l'ensemble du Canada. «Informer, c'est répéter», a dit M. Boucher au terme de cette rencontre. Et nous allons marteler notre message.»

Les cégeps entreprennent une tournée visant les acteurs fédéraux pour les convaincre de l'importance du règlement du déséquilibre fiscal. Les cinq ministres québécois du gouvernement conservateur de même que les représentants de tous les partis d'opposition seront rencontrés au cours des prochaines semaines.

Les syndicats d'enseignants de collège ont bien accueilli l'étude, de même que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). «Ce document manquait vraiment dans notre réseau, c'est une étude fouillée qui colle aux besoins des cégeps», a indiqué le président de la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ), Mario Beauchemin, qui aurait souhaité qu'on lie un éventuel réinvestissement à la tâche de l'enseignant.

«Avant, les estimations étaient approximatives, nous avons maintenant une étude qui confirme ce que nous ressentions dans le réseau», a ajouté le président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), Ronald Cameron. Il manque de l'argent.»

Le Devoir

LA PRESSE : Le sous financement des cégeps s'élève à 305 millions - Le jeudi 26 octobre 2006

Marie Allard

Les cégeps crient famine : leur sous-financement s'élève à 305 millions de dollars, selon un rapport rendu public hier. Si rien n'est fait pour corriger la situation, une baisse du niveau et de la qualité des services offerts et une détérioration des infrastructures sont prévues par la Fédération des cégeps.

Déjà, le nombre d'infirmières et de médecins présents dans les cégeps a chuté de 50% entre 1989-1990 et 2002-2003. Au moins 4000 adultes sont en attente de cours : les effectifs de la formation continue ont baissé de 69 000 à 23 000 adultes en 14 ans. Quant à l'enseignement ordinaire, il est systématiquement déficitaire, forçant les cégeps à puiser ailleurs pour le financer, par exemple dans les revenus de stationnement ou de cafétéria. Les 20 millions supplémentaires promis en août par Québec n'ont pas été pris en compte, puisqu'ils n'ont pas encore été versés au réseau collégial.

Contrairement aux universités, les cégeps ne facturent pas de droits de scolarité aux étudiants réguliers, ne reçoivent pas d'argent du fédéral et ont l'interdiction légale de faire des déficits. Ils dépendent à 86% du financement de

Québec, contre 53% pour les universités. Un apport d'Ottawa par l'entremise d'une hausse des transferts fédéraux au postsecondaire « constitue la plus immédiate solution », a indiqué, dans un communiqué, Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps.

Écart entre besoins et réalité

Selon l'économiste Pierre Fortin de l'UQAM, la méthode de calcul utilisée par les cégeps est comparable à celle utilisée par les universités pour évaluer leur sous-financement. De plus, dans les deux cas, l'écart entre les besoins et la réalité financière « est proportionnellement le même », a-t-il précisé.

Le rapport a aussi l'appui de l'expert externe Pierre Malouin, directeur général du financement et de l'équipement pour les réseaux collégial et universitaire au ministère de l'Éducation jusqu'en 2002. Il faudrait en priorité réinvestir dans les services, la modernisation des technologies, la mise à jour des programmes, le maintien des bâtiments et la présence des cégeps dans la communauté, selon la Fédération des cégeps. Cette annonce a confirmé les craintes des collégiens, qui espèrent

un signe positif d'Ottawa lors de la mise à jour économique attendue cet automne.

« Jean Charest doit tout mettre en oeuvre pour régler ce dossier qui traîne », a indiqué dans un communiqué Étienne

Hudon-Gagnon, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

LE SOLEIL : Les cégeps crient famine : Ils réclament 305 millions \$ par année ... à Ottawa - Jeudi 26 octobre 2006

Les cégeps crient famine

Ils réclament 305 millions \$ par année... à Ottawa

Daphnée Dion-Viens

ddviens@lesoleil.com

Après les universités, c'est au tour des cégeps de crier famine: le « sous-financement chronique » du réseau collégial est de 305 millions \$ par année, selon une étude de la Fédération des cégeps.

Réclamant depuis longtemps un réinvestissement massif, la Fédération a mis sur pied un groupe de travail pour évaluer le financement du réseau collégial, une première.

Appuyé par deux experts indépendants, l'économiste Pierre Fortin et l'ancien sous-ministre Pierre Malouin, le comité conclut que le sous-financement récurrent de 305 millions \$ empêche les cégeps de mener leur mandat à bien.

« Le rôle crucial que nous jouons (dans la société québécoise) est compromis », a affirmé Richard Filion, président du groupe de travail et directeur du Collège Dawson. Dans son cégep, par exemple, seulement 20 % des besoins en aide psychosociale peuvent être comblés chaque année, estime-t-il.

Le sous-financement correspond à celui des universités, toutes proportions gardées, observe quant à lui Pierre Fortin. Le manque à gagner du réseau universitaire est évalué à 375 millions \$ pour 250 000 étudiants, alors que les cégeps en comptent 200 000.

La disette est moins apparente au collégial puisque, contrairement aux universités, les cégeps n'ont pas le droit de faire de déficit, ajoute M. Fortin.

VERS OTTAWA

L'argent qui permettra de corri-

ger la situation doit venir d'Ottawa, estime le président de la Fédération des cégeps. « Il est temps de passer de la parole aux actes », affirme M. Gaétan Boucher, qui participait hier aux consultations prébudgétaires organisées par le gouvernement fédéral à Québec.

Au cabinet du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, on indique qu'il est pour l'instant trop tôt pour se prononcer sur le chiffre avancé par la Fédération. Le financement récurrent de 20 millions \$ annoncé par le gouvernement Charest en août devrait quant à lui être versé d'ici la fin de l'année scolaire.

FRAIS DE SCOLARITÉ ?

En conférence de presse, M. Boucher a par ailleurs fermé la porte à une imposition de frais de scolarité pour financer le réseau : « Notre position reste la même, on



Gaétan Boucher, pdg de la Fédération des cégeps — PHOTO LE SOLEIL, STEVE DESCHENES

est pour la gratuité de l'enseignement collégial.»

Le budget des cégeps dépend à 86 % des subventions gouvernementales, le reste provenant d'activités d'autofinancement.

24 HEURES : Couverture : Les cégeps lance un cri d'alarme : trou de 305 M\$ - Dans le réseau des cégeps : une crise financière de 305 millions \$ - Jeudi 26 octobre 2006



Une sérieuse crise financière secoue les assises du réseau collégial. Selon la Fédération des cégeps du Québec, le sous-financement atteint 305 millions \$ et les transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire sont urgents. P.3

Une crise financière de 305 millions \$

24 Les cégeps crient famine; leur sous-financement s'élève à 305 millions, selon la Fédération des cégeps du Québec.

«Si rien n'est fait pour corriger la situation, une baisse du niveau et de la qualité des services offerts aux cégepiens et une détérioration des infrastructures est à prévoir», prévient le président de la Fédération, Gaëtan Boucher. De son côté, le président du comité de travail sur le financement du réseau collégial, Richard Fillion ajoute que le rôle que jouent les cégeps depuis 40 ans est compromis par le manque de fonds

Selon le réseau collégial, le seul moyen de pallier rapidement à la situation est de récupérer les sommes d'Ottawa en transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire.

«Ottawa doit maintenant

livrer la marchandise et appuyer clairement les institutions d'enseignement postsecondaire», reprend M.Boucher. «Il faudrait en priorité réinvestir dans les services, la modernisation des technologies, la mise à jour des programmes, le maintien des bâtiments et la présence des cégeps dans les communautés.

Une hausse des transferts fédéraux au postsecondaire est essentielle», ajoute M.Boucher.

Le cri d'alarme lancé hier par la Fédération des cégeps a été suivi de celui de la Fédération étudiante collégiale qui se montre inquiète devant la lenteur du gouvernement Harper à réagir et surtout à délier les cordons de la bourse.

En août dernier, le gouvernement de Jean Charest avait indiqué qu'il verserait 320 millions \$ supplémentaires au réseau collégial d'ici trois ans. (JCG)

«Le réseau collégial constitue l'une des principales assises du Québec contemporain dont il ne faut négliger.»



- photo Archives

Le réseau collégial est en pleine crise financière.

MÉTRO : En bref : Cégeps – Jeudi 26 octobre 2006

• **CÉGEPs** Le sous-financement récurrent des cégeps s'élève à 305 M\$, selon la Fédération des cégeps. La fédération se tourne vers le gouvernement fédéral, prévenant qu'il doit «livrer la marchandise» en matière d'appui à l'éducation postsecondaire.

CSN, FNEEQ, FEESP - Financer les cégeps à la hauteur de leurs besoins, plus qu'un besoin, une nécessité !, Mercredi 25 octobre 2006

(Montréal, le 25 octobre 2006) - La publication aujourd'hui d'une étude réalisée pour le compte de la Fédération des cégeps vient mettre en lumière une réalité que la CSN décrie depuis plusieurs années : le financement des cégeps fait cruellement défaut !

Au cours des dernières années, la CSN et ses fédérations affiliées du secteur de l'éducation, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) et la Fédération des employées et employés de services publics (FEESP), sont intervenues à de multiples reprises pour

dénoncer le sous-financement dont souffrent les cégeps qui sont demeurés et demeurent encore le parent pauvre du réseau de l'éducation.

Un réseau plus nécessaire que jamais

Depuis 40 ans, les cégeps ont fait la démonstration de leur pertinence et toutes et tous reconnaissent leur contribution majeure à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et au développement éducatif, social, économique et culturel de la société québécoise.

Pour Denise Boucher, vice-présidente de la CSN, « Si nous saluons l'initiative de la Fédération des cégeps de documenter davantage la situation du financement du réseau collégial, le manque à gagner qui ressort de son étude ne vient que corroborer ce que nous savions et revendiquions déjà. Bien sûr, les cégeps doivent être financés à la hauteur de leurs besoins et il est urgent de le faire, sinon leur situation ne fera que s'aggraver. »

Ce sous-financement chronique a déjà engendré une série d'effets pervers qui ne feront que s'accroître avec leur lot de répercussions tant pour les étudiantes et les étudiants que pour le personnel enseignant, le personnel de soutien, le personnel professionnel et l'ensemble de la société québécoise si rien n'est fait. À maintes reprises, les membres que nous représentons ont soulevé la question du financement et alerté l'opinion publique sur les effets néfastes du manque de financement dans leur établissement. Ginette Guérin, présidente de la FEESP, souligne : « il n'est pas étonnant que le personnel de soutien ait subi des coupures de postes, puisque nous sommes les premiers touchés par les compressions engendrées par le sous-financement chronique du réseau. Cela prouve que nos revendications étaient justifiées », ajoute-t-elle.

Les priorités énoncées dans le document sont des priorités d'avenir, auxquelles nous devons répondre. Sinon, le réseau collégial ira en s'affaiblissant, éprouvant de plus en plus de difficultés à assumer sa mission.

Une action immédiate

Le contexte actuel nécessite qu'on assure l'accessibilité à la formation collégiale à toutes celles et tous ceux qui le désirent et qu'on accroisse la qualité des services. Les moyens proposés dans l'étude de la Fédération des cégeps vont, de manière générale, dans la bonne direction, d'autant plus que les besoins des étudiants se complexifient et nécessitent que l'ensemble des personnels soient mieux outillés pour les soutenir face aux difficultés rencontrées. Toutefois, en ce qui concerne la concrétisation des priorités et autres avenues de financement que le document met en relief, des débats restent à faire. Dans cette perspective, nous réitérons notre souci quant au fait que l'offre de programmes soit diversifiée et que l'on n'établisse pas de droits de scolarité au collégial.

« Nous nous engageons à être au rendez-vous afin de nous assurer que le réinvestissement dans le réseau collégial se concrétise au quotidien dans chacun des cégeps pour le bénéfice des étudiantes et des étudiants », précise Ronald Cameron, président de la FNEEQ.

La question des transferts fédéraux

À l'évidence, le Québec ne pourra relever les défis de l'économie du savoir sans des investissements massifs en enseignement supérieur. La CSN fera d'ailleurs des représentations en ce sens au Comité permanent des finances de la Chambre des communes lors des consultations prébudgétaires aujourd'hui à Québec.

Pour la CSN, la FNEEQ et la FEESP, le gouvernement fédéral doit s'acquitter de ses responsabilités et procéder aux transferts fédéraux aux provinces dans le respect des compétences de ces dernières et il appartient de même au gouvernement provincial de s'acquitter de ses responsabilités.

Agir aujourd'hui pour demain

De nombreux défis sont à relever et ceux portant sur la formation d'une main-d'œuvre qualifiée pouvant contribuer au développement d'une société du savoir sont déterminants pour la société québécoise.

Les résultats de cette étude confirment donc ce que la CSN, la FNEEQ et la FEESP demandent au gouvernement depuis plusieurs années. « Nous demandons au ministère de l'Éducation, du Sport et du Loisir de réinvestir dans le réseau collégial et nous poursuivrons la bataille à cet effet », conclut Denise Boucher.

Denise Boucher est vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux qui compte plus de 300 000 membres. Elle est responsable du dossier de l'éducation au sein de la centrale. Fondée en 1921, la CSN représente des travailleuses et des travailleurs de tous les types de milieux de travail, tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

Ronald Cameron est président de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec qui regroupe plus de 12 500 membres, soit les deux tiers du personnel enseignant dans les cégeps. Ginette Guérin est présidente de la Fédération des employées et employés de services publics qui représente 4000 membres dans les collèges, soit 70 % du personnel de soutien dans le réseau collégial.

FEC-CSQ : L'étude sur le sous-financement des cégeps : Il est urgent de réinvestir ! – Mercredi 25 octobre 2006

Montréal, le 25 octobre 2006 – La Centrale des syndicats du Québec (CSQ), épaulée par ses fédérations du collégial, soit la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC), la Fédération du personnel professionnel des cégeps (FPPC), et la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES), accueille favorablement l'étude de la Fédération des cégeps rendue publique ce matin. Les travaux du Comité de travail sur le financement du réseau collégial public évaluent le sous-financement récurrent du réseau à 305 millions de dollars en 2005-2006. « Cette étude est un pas de plus dans la reconnaissance de l'urgence de résoudre le problème du sous-financement que subit le réseau collégial depuis plus d'une dizaine d'années », souligne Diane Charlebois, 3^e vice-présidente de la CSQ.

L'apport essentiel des cégeps

La CSQ ajoute sa voix à celle de la Fédération des cégeps lorsqu'elle souligne le rôle de tout premier plan joué par les cégeps dans le développement des collectivités régionales. « Les cégeps constituent un incroyable levier de démocratisation de l'éducation et d'intégration au marché du travail », ajoute M^{me} Charlebois.

Crédibilité de l'étude

La CSQ tient à souligner la qualité de la méthodologie utilisée par cette étude. En validant leurs données par un conseiller expert et un expert indépendant et en comparant leur méthode avec celle du *benchmarking* utilisée par les universités, la Fédération des cégeps ajoute une position et des statistiques crédibles au débat.

Un sous-financement chronique

Depuis plusieurs années, la CSQ dénonce le sous-financement chronique du réseau collégial et la récente étude de la Fédération des cégeps milite dans le même sens. À l'instar du consensus québécois, la CSQ exige que le gouvernement fédéral réinvestisse 4,9 milliards de dollars, dont 1,2 milliard pour le Québec, dans les transferts fédéraux destinés à l'éducation postsecondaire, à la santé et aux services sociaux. Uniquement pour le Québec, ces transferts représentent environ 600 millions pour l'enseignement postsecondaire, soit autour de 240 millions pour le réseau collégial. « Nous avons une autre preuve que les principaux problèmes du réseau collégial se situent sur le plan du financement et non pas sur celui de la rigidité des conventions collectives, comme le prétendait Gaëtan Boucher la semaine dernière, lors de la publication d'une étude sur l'innovation de la Fédération des cégeps », avance Bernard Bérubé, président de la FPPC.

Des conséquences importantes

L'étude met en lumière plusieurs conséquences importantes du manque de financement du réseau collégial auxquelles nous souscrivons. À celles-ci, nous tenons à ajouter les effets majeurs du sous-financement sur les ressources humaines, qui voient leur tâche augmenter sans cesse.

Des solutions et priorités à revoir

L'accessibilité aux études collégiales, en raison de droits de scolarité inexistant, a contribué de façon remarquable à rehausser le niveau de scolarisation au Québec. Le Québec est effectivement l'endroit en Amérique du Nord où la scolarisation a progressé le plus rapidement au cours des 40 dernières années. « Il existe une contradiction majeure à viser l'amélioration de l'accessibilité tout en privilégiant l'introduction de droits de scolarité au secteur technique », note Mario Beauchemin, président de la FEC. Le retour des transferts fédéraux à leur niveau de 1993 permettrait, entre autres, de résorber une grande partie du sous-financement du réseau collégial. « On comprend mal la nécessité de discuter de l'introduction de sources de financement privées, alors qu'on estime cette mesure tendancieuse pour le maintien d'un réseau collégial public et accessible à tous », indique pour sa part Marie Racine, présidente de la FPSES.

Sur le plan des priorités, la CSQ croit plutôt que les ressources humaines doivent être au cœur de l'utilisation de nouveaux investissements. De même, l'importance stratégique des cégeps en région se doit aussi de figurer parmi les priorités de nouveaux investissements. L'étude est muette sur ces deux aspects.

Important rassemblement cet automne

Dans le cadre de la Coalition-cégeps, qui regroupe organisations syndicales, associations étudiantes et la Fédération de parents, les fédérations collégiales de la CSQ participeront d'ailleurs au Rassemblement sur le sous-financement du réseau collégial qui aura lieu les 30 novembre et 1^{er} décembre prochains à Québec.

Profils de la FEC, FPPC, FPSES et CSQ

La Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (FEC-CSQ) regroupe plus de 1300 enseignantes et enseignants de sept cégeps répartis sur l'ensemble du territoire québécois.

La Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ) représente environ 840 membres répartis à travers le Québec. On compte près de trente corps d'emploi différents chez les professionnelles et les professionnels de la FPPC tels que psychologue, conseiller d'orientation, orthophoniste, orthopédagogue, psychoéducateur, conseiller pédagogique, analyste, etc.

La Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur (FPSES-CSQ) réunit plus de 2600 membres regroupés dans 21 syndicats autonomes répartis dans sept régions du Québec. Elle représente des syndiquées et des syndiqués œuvrant dans des collèges, des universités et des organismes qui dispensent des services en éducation.

La Centrale des syndicats du Québec représente plus de 172 000 membres, dont près de 125 000 dans le secteur public. La grande majorité de ses membres travaillent dans le domaine de l'éducation. Elle est présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services de garde, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

Renseignements

Gabriel Danis, Agent d'information CSQ Tél. cell. : 514 235-5082



CNW-Telbec — Code 01
Pour diffusion immédiate

Conclusions du Comité de travail sur le financement du réseau collégial public

**LE SOUS-FINANCEMENT RÉCURRENT DES CÉGEPS
S'ÉLEVE À 305 MILLIONS DE DOLLARS**

MONTREAL, LE 25 OCTOBRE 2006 — Le président-directeur général de la Fédération des cégeps, M. Gaëtan Boucher, le président du Comité de travail sur le financement du réseau collégial public et directeur général de Dawson College, M. Richard Filion, ainsi que les experts externes MM. Pierre Malouin et Pierre Fortin, ont rendu publiques aujourd'hui les conclusions de l'étude de la Fédération des cégeps sur le financement du réseau collégial. Selon M. Boucher, « la situation de sous-financement chronique des cégeps doit être redressée de toute urgence, ce qui permettra au réseau collégial de donner sa pleine mesure tant sur le plan de l'accessibilité à la formation que sur le plan du développement socioéconomique du Québec ».

De graves conséquences

Le président du Comité de travail, M. Richard Filion, a indiqué que le sous-financement récurrent du réseau collégial public s'élève à 305 millions de dollars en 2005-2006. « S'il perdure, le sous-financement des cégeps entraînera de graves conséquences. On ne peut rester immobile devant les signaux d'alarme qui déjà nous parviennent », a-t-il affirmé. Si rien n'est fait pour corriger la situation, le sous-financement conduira à des reculs sur le plan de l'accessibilité aux services de formation, à une baisse du niveau et de la qualité des services offerts aux étudiants, à des développements insatisfaisants en matière de recherche, et à la détérioration des infrastructures et des équipements technologiques des cégeps.

L'extrême dépendance financière du réseau collégial public face à l'État — leur budget provient à 86 % du gouvernement du Québec —, jumelée à l'interdiction légale d'enregistrer des déficits, contraint les cégeps à faire des choix douloureux. « Est-il normal que le financement de notre mission première, l'enseignement, soit systématiquement déficitaire? Par ailleurs, comment justifier le fait qu'on ne puisse investir comme il le faudrait dans le développement des nouvelles technologies, alors que l'évolution de la société le commande? », a questionné M. Filion. Placés devant les demandes croissantes de la population québécoise, les cégeps ne peuvent y répondre et, dans le cas contraire, déclarer des déficits comme le font les universités.

Une méthode de calcul crédible et rigoureuse

Le Comité de travail a bénéficié de la collaboration de deux experts externes : M. Pierre Malouin, directeur général du financement et de l'équipement pour les réseaux collégial et universitaire au ministère de l'Éducation de 1997 à 2002 et sous-ministre associé, responsable de la Direction générale du financement et de l'équipement au ministère de la Santé et des Services sociaux de 2002 à 2005, et M. Pierre Fortin, professeur au Département des sciences économiques de l'UQAM. M. Malouin a élaboré une méthode crédible et rigoureuse pour établir le niveau de sous-financement des cégeps, méthode qui a ensuite été soumise à l'analyse de M. Fortin.

Cette méthode calcule le sous-financement des cégeps à partir de trois éléments : la sous-indexation des subventions versées aux cégeps depuis 1993-1994; l'utilisation par le ministère de constantes de normalisation, qui ont pour effet de ne pas couvrir à 100 % certaines dépenses incontournables des cégeps; et finalement, l'absence ou le manque de financement de besoins spécifiques, par exemple les coûts reliés à l'accueil et au soutien des étudiants handicapés.

« Le manque à gagner des cégeps s'élève à 145,7 M\$ pour la sous-indexation, à 81,6 M\$ pour les constantes de normalisation, et à 155,2 M\$ pour les besoins spécifiques. Lorsque l'on soustrait de ces montants le réinvestissement effectué dans les cégeps entre 2000 et 2006 (77,3 M\$), on obtient le chiffre de 305 M\$, qui représente le niveau actuel de sous-financement des cégeps », a expliqué M. Pierre Malouin. Le réinvestissement récurrent de 20 M\$, annoncé par le premier ministre du Québec en août 2006, n'a pas été pris en compte dans ce calcul puisqu'il n'a pas encore été alloué au réseau collégial.

Les cégeps, aussi sous-financés que les universités

Selon l'économiste Pierre Fortin, « la méthode de calcul utilisée par les cégeps soutient la comparaison avec le *benchmarking*, formule retenue par les universités pour établir leur propre sous-financement. En effet, lorsqu'elle est appliquée aux universités, la méthode arrive au même résultat que l'approche comparative employée par le réseau universitaire ». De plus, a ajouté M. Fortin, « quand on observe l'écart entre la réalité financière des établissements et les besoins auxquels ils doivent répondre, on constate qu'il est proportionnellement le même au niveau collégial et au niveau universitaire ».

Par ailleurs, le rapport du Comité met en lumière l'apport exceptionnel des cégeps à la société québécoise. « Les cégeps ont contribué de manière remarquable à rehausser le niveau de scolarisation au Québec, notamment en agissant comme un antidote à la forte propension des jeunes Québécois à décrocher du secondaire », a ajouté M. Fortin. Le Québec est l'endroit en Amérique du Nord où la scolarisation a progressé le plus rapidement au cours des 40 dernières années.

Priorités de réinvestissement

Parmi les besoins auxquels seraient affectés les nouveaux investissements figurent l'accessibilité et la qualité accrues des services offerts à la population étudiante, la modernisation des technologies et la mise à jour des programmes d'études, le maintien de la qualité des bâtiments ainsi qu'une présence plus forte du cégep dans sa communauté.

« Nous sommes parfaitement conscients du fait que le sous-financement actuel des cégeps ne pourra être comblé uniquement par le gouvernement du Québec. C'est pourquoi la hausse des transferts fédéraux au postsecondaire constitue la plus immédiate des solutions, comme nous le ferons d'ailleurs valoir aujourd'hui dans le cadre des consultations prébudgétaires du gouvernement fédéral », a précisé le président-directeur général de la Fédération.

« Les acquis du réseau collégial public et son importante contribution au développement du Québec et à la compétitivité des entreprises sont aujourd'hui menacés. Sans un réinvestissement de 305 millions de dollars dans un délai raisonnable, le rôle névralgique qu'assument les cégeps sera mis en péril », a-t-il conclu.

— 30 —

Source : Caroline Tessier, directrice des communications, cellulaire : (514) 239-2088

Fiscalité québécoise et entreprises

LE DEVOIR: Libre-opinion: Les entreprises gâtées au Québec: un fait et non un mythe, par Léo-Paul Lauzon, Titulaire, Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal et Gabriel Ste-Marie, Économiste, Chaire d'études socio-économiques de l'Université du Québec à Montréal - Édition du lundi 30 octobre 2006

L'économiste Pierre Fortin de l'UQAM et les fiscalistes Luc Godbout et Suzie St-Cerny de l'Université de Sherbrooke ont publié le 5 octobre dernier une étude intitulée [La défiscalisation des entreprises au Québec est un mythe](#) qui, comme son nom l'indique, vient à la défense des entreprises en prétextant qu'elles sont très imposées au Québec.

Les auteurs font de ce document une réponse à une [étude que nous avons produite avec Michel Bernard et Marc Hasbani de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM](#) qui montrait le déplacement du fardeau fiscal des entreprises privées vers les particuliers depuis quelques décennies.

Les trois universitaires laissent de côté toute la question du déplacement du fardeau fiscal des compagnies vers les particuliers, qui était pourtant le thème central de notre recherche, pour se concentrer uniquement sur la situation des entreprises. Pour eux, toute opposition à leur affirmation n'est que croyance populaire.

Voilà qui est déplacé à l'égard d'Yves Séguin, ancien ministre des Finances du Québec et fiscaliste. Le 10 novembre 2005, il écrivait dans le Journal de Montréal : «Lorsque l'on parle du fardeau fiscal des entreprises au Québec, plusieurs laissent entendre que la situation est pire qu'ailleurs. En réalité, les politiques fiscales du Québec sont parmi les plus favorables, comparativement à l'ensemble des pays industrialisés.» Il poursuit : «Le taux d'imposition des entreprises au Québec est l'un des plus bas au monde.» Enfin, lorsqu'on tient compte de certaines mesures fiscales comme le crédit remboursable en recherche et développement du gouvernement du Québec, Séguin rappelle que notre système fiscal est meilleur qu'en Ontario et ailleurs au Canada, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Japon et en Italie.

Comparaison éclairante

Les prétentions de Fortin et son équipe vont également à l'encontre des résultats du cabinet international d'experts-comptables KPMG. Parmi ses nombreux travaux, cette firme étudie la compétitivité de 11 pays riches et de leurs villes. Le classement évalue les coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises. Il prend en compte divers facteurs dont les niveaux d'impôts. Cette année, le Canada est, une fois de plus, le pays le plus compétitif du G7, et Montréal arrive encore première dans les métropoles d'Amérique du Nord.

La firme de comptables Price Waterhouse Coopers a aussi évalué à quelques reprises différents régimes fiscaux. En tenant compte des taxes et impôts prélevés par les gouvernements, les municipalités et les comtés, le Québec est selon eux nettement plus compétitif que les États américains et l'Ontario.

Dans le même ordre d'idée, le Canadian Business Magazine vient de classer, au mois de septembre 2006, la ville de Québec comme meilleur endroit où faire des affaires au

Canada. Là aussi, cette revue a tenu compte de la fiscalité des entreprises.

Le fiscaliste François Bédard, associé du cabinet d'experts-comptables Samson Bélair/Deloitte & Touche écrivait le 26 octobre 2002 dans le journal Les Affaires que, «contrairement à la croyance populaire, les taux d'imposition des sociétés sont, en général, plus élevés aux États-Unis qu'au Québec». En fait, il expliquait qu'«aux États-Unis, plus de 6500 juridictions imposent ou taxent les entreprises tant américaines qu'étrangères». Les villes et comtés américains effectuent d'importants prélèvements.

Silence sur les paradis fiscaux

Fortin et ses acolytes ont choisi d'éviter la question des paradis fiscaux. Or les collègues de Godbout et St-Cerny de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke viennent de publier une recherche sur les paradis fiscaux. M. Gilles Larin, titulaire de la Chaire, et ses collègues rappellent qu'en 2003, il y avait 88 milliards de dollars d'actifs canadiens dans les paradis fiscaux. À ce titre, le Canada fait pire que les autres pays, par exemple les États-Unis. Dans plusieurs cas, le revenu fiscal déclaré est loin de correspondre au revenu réel, comme on vient de le constater avec la pharmaceutique Merck qui a reçu une facture de deux milliards du fisc canadien pour avoir détourné allègrement leurs profits d'ici vers la Barbade.

De plus, leur étude omet de traiter les compagnies qui se transforment en fiducies de revenu, ce qui permettra par exemple à Bell Canada et à TELUS de «sauver» respectivement 800 millions et 700 millions d'impôts l'an prochain, ce qui ramènera leurs impôts payés à un gros zéro.

Il est important de rappeler que la part des bénéficiaires des entreprises n'a jamais été aussi élevée dans l'économie qu'aujourd'hui, alors que la part des salaires des travailleurs n'a jamais été aussi faible. C'est vrai pour l'ensemble des pays, comme le rappelait la revue The Economist au mois de juillet 2005 en ces termes : «Dans la plupart des pays industrialisés, les salaires en tant que proportion du revenu national total sont au plus faible depuis des décennies. Par contre, les profits après impôts l'an dernier ont atteint, par rapport au produit intérieur brut (PIB), leur plus haut niveau en 75 ans.» C'est le cas au Québec et au Canada, selon Statistique Canada.

Mauvais calculs

Fortin et compagnie s'attaquent à notre étude afin de nous discréditer. Or, plutôt que s'en prendre à nos tableaux et à nos données, qui proviennent toutes de sources officielles et crédibles, ils préfèrent cuisiner leurs propres graphiques et tableaux.

À titre d'exemple, leur premier tableau reprend les impôts, taxes et autres cotisations versées par les entreprises. Ils ont choisi sciemment d'y inclure le Fonds des services de

santé du Québec, les régimes de retraite publics, l'assurance-emploi et la CSST, sans même distinguer la part de ces contributions qui est versée par le secteur public de celle versée par le secteur privé. En petits caractères, les auteurs rappellent que les régimes de retraites et la CSST ne sont même pas des sources de revenu pour le gouvernement. Mais ils les laissent quand même dans leur tableau, ce qui porte encore à confusion, mais fait bien leur affaire.

Voici un autre exemple. Dans leur deuxième tableau, les auteurs présentent le montant de la taxe sur le capital, soit 2,1 milliards en 2001. Or, dans leur premier tableau où l'année de référence est cette fois 2004, cette taxe n'est plus que 1,6 milliard. Ces braves défenseurs des compagnies surtaxées omettent toutefois de mentionner que ce montant inclut la part des sociétés d'État. Par exemple, Hydro-Québec a versé au Québec 324 millions en 2004 en taxe sur le capital, soit plus de 20 % du total à elle seule.

Toujours dans son article du Journal de Montréal d'il y a un an, Yves Séguin rappelait que «depuis 2004, 80 % des

entreprises au Québec ne payent plus de taxes sur le capital, et d'ici cinq ans les autres verront diminuer de moitié cette taxe».

Le trio universitaire continue de propager le mythe selon lequel les impôts élevés sont synonymes d'inefficacité pour une économie. Cela n'a jamais été démontré par aucun organisme international sérieux. Le Forum économique mondial tient un classement annuel de la compétitivité des pays, où la Finlande arrive première au monde et où les pays scandinaves sont en tête de peloton, malgré une fiscalité très élevée. Pour l'économiste en chef du Forum, cela s'explique par le fait que ces pays font un usage très efficace de leurs recettes fiscales.

Terminons par les propos d'Yves Séguin, alors Ministre des finances du Québec, et repris dans un article de La Presse du 24 février 2004. Il avait alors qualifié les entreprises québécoises de gâtées au niveau de la fiscalité et de l'aide gouvernementale. Dire que les entreprises sont loin d'être trop taxées est une croyance populaire ? Prétendre le contraire est assurément une croyance patronale !